

06

06 / Zoom
CEBI INTERNATIONAL

12 / Interview
PAUL KONSBRUCK

16 / Focus
LUXEMBOURG'S NATIONAL
EMISSION TRAJECTORIES

34 / Bold Innovation
HOW AI CAN SUPPORT INCREASED
MACHINING PERFORMANCE AND
MACHINED PRODUCT QUALITY

36 / Carte Blanche
ROGER MARTINEZ-DOLZ

21



**TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE
POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE
PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ
DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DU BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON
ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS**



BAATZ Constructions Exploitation S.à r.l.
1, Breedewues L-1259 SENNINGERBERG



www.baatz.lu



Sommaire

03

Éditorial

04

Zoom

CEBI International

12

Interview

Paul Konsbruck, CEO de LuxConnect S.A.

16

Focus

National Climate Goal for Industry: An ambitious vision calling for an effective supporting strategy – by Gaston Trauffler

26

Actualités de la FEDIL

Remise de médaille à Michèle Detaille / Conclusion d'un avenant à l'accord interprofessionnel entre FEDIL Shipping et les syndicats OGB-L et LCGB / Speed-Dating ADEM-FEDIL / 15th anniversary of the Luxembourg Space Industry Association - GLAE / Concours construction acier 2021 Luxembourg / Cybersecurity Breakfast : « How to effectively address security of industrial systems? » / Rencontre délégation CyberTaskForce / Conseil des Présidents

34

Bold Innovation

How AI can support increased machining performance and machined product quality

36

Carte Blanche

L'action humanitaire, moteur de votre ambition RSE – par Roger Martinez-Dolz, Directeur général de Médecins Sans Frontières Luxembourg

39

Opinion

Foreign subsidies under European investigation – by Angela Lo Mauro

41

Chronique juridique

L'attitude de l'employeur face à la cessation de plein droit du contrat de travail – par Ella Gredie

42

Nécrologie

43

Publications & positions de la FEDIL

45

Caricature



5,2 - 7,2 L / 100 KM • 136 - 162 G CO₂/KM (selon les normes NEDC).

VOYEZ PLUS GRAND.

Le nouveau Mercedes-Benz Citan.

Avec ses dimensions extérieures compactes associées à un espace intérieur impressionnant, le Citan fourgon vous offre tout ce que vous attendez d'un utilitaire Mercedes-Benz. Design remarquable, haut niveau de sécurité et robustesse sans faille, tous les atouts de la marque sont au rendez-vous. Très accessible, le compartiment de chargement est doté d'un seuil bas. Charger et décharger votre véhicule n'aura jamais été aussi facile. De plus, le nouveau Citan propose de série de nombreux systèmes d'assistance et de sécurité dernier cri.

Découvrez le nouveau Citan sur www.mercedes-benz.lu
ou chez votre partenaire Merbag.

Essais disponibles dès maintenant. **#VOYEZPLUSGRAND #nouveaucitan**



MERBAG
LUXEMBOURG

Merbag S.A., Site Leudelange, 3, Rue Nicolas Brosius, 3372 Leudelange
Merbag S.A., Site Roost, 2, route de Cruchten, 7759 Roost

Ancrer les principes de durabilité dans une approche communautaire

Depuis plusieurs mois, une initiative d'organisations non gouvernementales a intensifié sa campagne en faveur d'une législation nationale qui imposerait un devoir de diligence et une responsabilité civile et pénale pour les entreprises afin d'assurer le respect des principes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Les groupes de pression en question exigent une action urgente des décideurs politiques nationaux. Ce faisant, ils donnent l'impression que les infractions au respect des droits de l'homme et à la protection de l'environnement provoquées par nos entreprises et leurs fournisseurs sont telles qu'elles ne tolèrent plus aucun répit. Cette accusation implicite à l'égard du monde économique luxembourgeois prend toute son ampleur dans la demande de ne pas attendre une initiative législative européenne, pourtant imminente, sous prétexte que le processus décisionnel démocratique européen est trop lent. Les pourfendeurs d'un cavalier seul national prônent une fragmentation dangereuse du marché européen dans un domaine qui exige une action harmonisée des Etats membres.

Sur le fond, il va sans dire que la FEDIL et ses membres partagent entièrement le souci de renforcer l'action en faveur du respect des principes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Ils tiennent à souligner les efforts qui sont déjà déployés aujourd'hui sur base volontaire par bon nombre d'entreprises pour mettre en œuvre une diligence raisonnable dans leur chaîne de valeur.

En ce qui concerne la forme, la FEDIL reste persuadée que l'initiative législative doit être européenne, car du point d'une petite économie ouverte, les mesures d'exécution ne peuvent être autres qu'harmonisées pour le marché intérieur européen. Se précipiter dans une course à la réglementation entre le Marché-aux-Herbes et Bruxelles pour crier victoire avec un texte national bâclé et non praticable ne rendrait pas justice à l'importance du sujet. Le fait que la Commission européenne et son comité d'analyse d'impact prennent du temps avant de mettre sur table une proposition législative, n'est pas un signe de mauvaise volonté, mais bien la preuve qu'ils sont soucieux d'introduire un régime praticable, susceptible de produire les effets voulus.

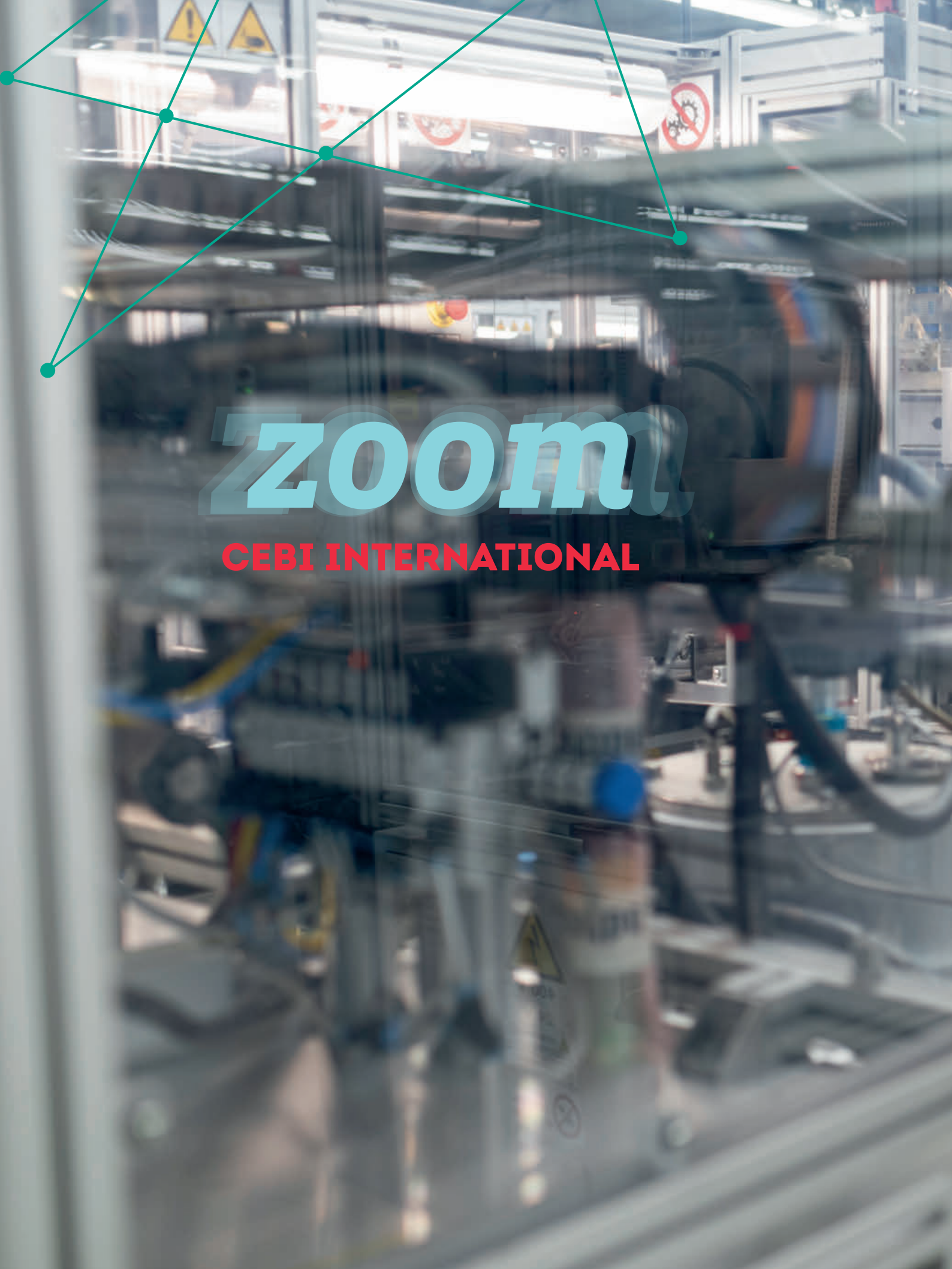
Il est déplorable que ce sujet soit dégradé à la caricature d'un rapport de force entre humanistes bien intentionnés et le méchant monde des entreprises saupoudré de reproches simplistes dans le seul but d'impressionner quelques décideurs politiques pas suffisamment conscients de l'étendue et la complexité du sujet.

Un cadre légal réduira le choix des entreprises importatrices, si ce n'est que par mesure de précaution. À titre d'exemple, au mois de novembre, Greenpeace a ouvertement reproché à un groupe pétrolier européen que son programme de reforestation est contraire aux droits de l'homme. Les actionnaires de nos principaux fournisseurs de gaz naturel sont régulièrement pointés du doigt pour non-respect des droits de l'homme. Imposer à nos importateurs d'énergie et aux entreprises consommatrices de renoncer à s'approvisionner auprès des fournisseurs en question sous peine de s'exposer à des poursuites judiciaires pénales ou civiles reviendrait à priver le pays d'énergie, de chauffage, d'électricité et de carburants indispensables. Telle est la réalité des entreprises et tels sont les soucis de leurs représentants lorsqu'ils exigent un cadre réaliste et efficace.

La FEDIL espère qu'un futur cadre législatif européen trouvera ce juste équilibre entre des critères de faisabilité et la nécessité de progresser sur la voie du respect des principes ESG dans les circuits économiques et qu'il posera les bases permettant de concilier les nouvelles exigences avec le souci vital pour le Luxembourg de préserver un marché intérieur fonctionnel.

RENÉ WINKIN
Directeur de la FEDIL
rene.winkin@fedil.lu



The background is a blurred industrial scene, likely a factory or manufacturing plant, with various mechanical parts, pipes, and structural elements visible. A teal-colored geometric overlay, consisting of several interconnected lines forming a network-like structure, is positioned in the upper left corner of the image.

zoom

CEBI INTERNATIONAL



CEBI INTERNATIONAL

Une expertise sollicitée par les plus grandes marques

« Quelle que soit la marque de voiture que vous conduisez ou l'appareil électroménager dont vous vous servez, il y a de fortes chances que des composants électromécaniques développés et produits par Cebi aient été utilisés dans la fabrication. » C'est ainsi que René Elvinger, Président et Directeur général du Groupe Cebi aime présenter son entreprise. Implantée à Steinsel depuis 1976, Cebi est aujourd'hui un leader mondial dans le développement et la fabrication de composants électromécaniques destinés au secteur de l'automobile et de l'électroménager, tels que thermostats, capteurs de température, sondes de niveau, mais aussi micromoteurs, pompes et systèmes de lavage ou encore dispositifs de fermeture.

DÉPLOIEMENT À L'INTERNATIONAL

L'origine du groupe technologique remonte à la double création en 1976, par un investisseur italien, de Cebi Luxembourg, initialement connu sous le nom Elth S.A. et spécialisé dans la production de composants pour le contrôle de la température, et d'une société en Suisse spécialisée dans les micromoteurs. Au fil des années, d'autres unités de production et entités commerciales sont venues s'ajouter au groupe, principalement en Italie, mais également en Allemagne, Espagne, France et Pologne. Au-delà du marché européen, où Cebi est un leader incontesté dans son domaine d'activité, l'entreprise s'est également installée au Brésil, au Mexique et en Chine pour être au plus près de ses clients et y gagner des parts de marché supplémentaires.

Aujourd'hui, le groupe compte 700 salariés au Luxembourg et près de 3.500 à travers le monde, répartis sur 11 sites de production dans huit pays. Récemment, en 2021, la société a ouvert un nouveau site de production à Jiaxing en Chine. « Malheureusement, en raison de la pandémie et des restrictions de voyages, l'inauguration officielle et l'échange direct entre équipes chinoises et luxembourgeoises n'ont pas encore pu se faire », regrette René Elvinger.

UNE EXPERTISE MISE AU SERVICE D'UN PLUS GRAND NOMBRE

Or, cette année 2021 a vu un autre fait marquant avec la mise en service d'un nouveau bâtiment et d'un laboratoire à la pointe

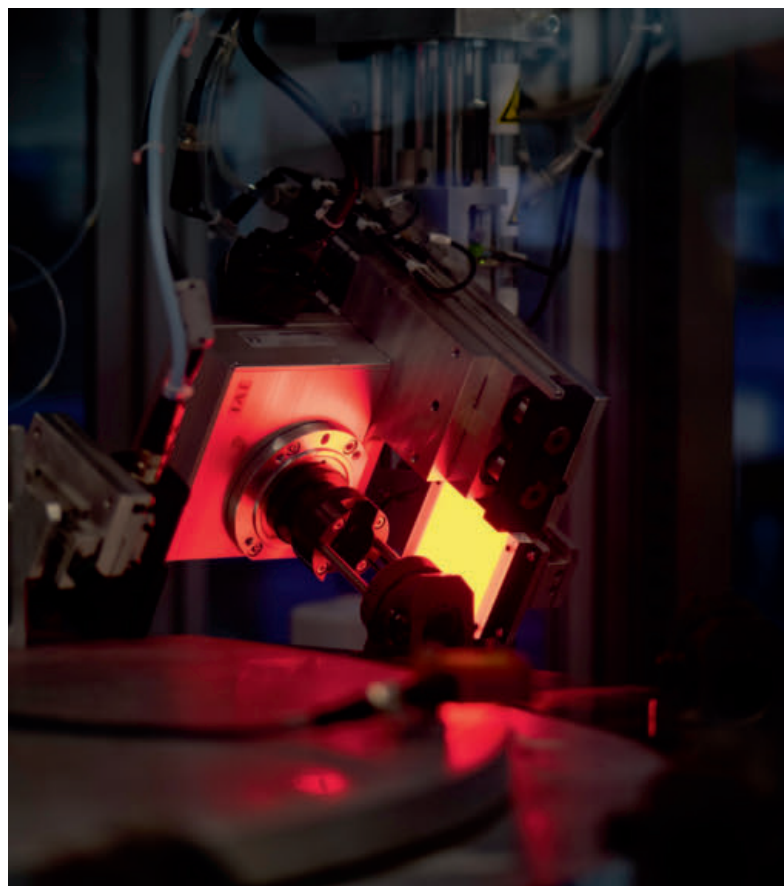
de la technologie sur le site de Steinsel. Doté d'équipements sophistiqués pour réaliser des analyses de matériaux et des tests mécaniques, thermiques, climatiques, environnementaux ou encore de compatibilité électromagnétique, ce nouveau centre d'essais ne sert pas uniquement au développement des propres produits, mais il est aussi accessible à des tiers. En effet, Cebi élargit ainsi sa palette de prestations, en proposant des services d'ingénierie sur mesure à d'autres acteurs industriels qui souhaitent tester leurs produits.

LE PROGRÈS TECHNOLOGIQUE QUI DOPE LA DEMANDE

Même si certaines entités comme le Brésil disposent de capacités R&D locales, les compétences en recherche et développement sont principalement concentrées en Europe, en l'occurrence au Luxembourg, où se trouve aussi le siège principal du groupe. Didier Varloteaux, qui dirige les opérations de Cebi Luxembourg S.A., explique que les produits phares développés à l'usine de Steinsel sont des capteurs de température et des systèmes de lavage pour l'industrie automobile. Or, ces deux produits devraient connaître à l'avenir encore un bel engouement du fait même de l'avancée technologique dans le secteur. En effet, avec l'essor des véhicules électriques, de très nombreux capteurs de température sont nécessaires pour réguler la température de la batterie, surtout si celle-ci est alimentée par un « super-chargeur » et que la surchauffe doit être évitée. Si aujourd'hui déjà une batterie est équipée d'une dizaine de sondes de température, sa régulation exigera une précision de plus en plus grande. Par ailleurs, avec l'apparition de voitures autonomes, il faudra intégrer des systèmes de lavage performants pour que les caméras et capteurs restent propres et pour que la sécurité puisse être assurée. Voilà des perspectives prometteuses, si l'on sait qu'aujourd'hui déjà 350.000 composants de toutes sortes, dont 150.000 capteurs de température quittent l'usine luxembourgeoise chaque jour... à destination de presque tous les producteurs d'automobiles dans le monde et de leurs fournisseurs.

INTÉGRATION VERTICALE

L'évolution du marché, doublée par les difficultés d'approvisionnement qui pèsent aujourd'hui sur tous







les secteurs, exigent qu'un groupe comme Cebi doit être extrêmement réactif par rapport aux demandes de ses clients. Pour assurer sa compétitivité, Cebi préconise une approche d'intégration verticale qui se manifeste à plusieurs niveaux. D'abord, l'entreprise s'investit dans la fabrication de produits semi-finis afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de sous-fournisseurs. Ensuite, Cebi Luxembourg bénéficie du grand avantage de regrouper sur un même site son centre de compétence en R&D, ses équipements de test et son usine de production, ce qui permet d'augmenter la compétitivité en termes de gain de temps et de flexibilité. Finalement, Cebi connaît la situation tout à fait exceptionnelle de disposer d'un parc de machines de montage, dont la plus grande partie a été développée en interne. Enfin, étant donné que depuis 2011, l'ensemble des entités sont regroupées sous la houlette de Cebi International avec un actionnariat à 100% luxembourgeois, le processus décisionnel lui-aussi est intégré et rapide, ce qui constitue un avantage non négligeable de nos jours.

UNE GESTION EN BON PÈRE DE FAMILLE, TOURNÉE VERS L'AVENIR

Cette large palette d'activités nécessite bien sûr aussi une grande variété de métiers. C'est pourquoi le groupe consacre des efforts continus à susciter des vocations et à trouver des talents dans tous les domaines. Sensibilisation et contacts avec des étudiants, collaboration avec l'Université du Luxembourg ne sont que quelques initiatives.

À côté des mesures de sécurité au travail qui s'imposent sur un site de production industriel, le groupe dédie des efforts constants à améliorer le bien-être au travail et à créer les meilleures conditions possibles pour les employés au sein de l'usine. Les responsables soulignent aussi que toutes les précautions sanitaires mises en place en relation avec le Covid-19 dans un souci de protéger aussi bien les employés que les clients se sont avérées efficaces, évitant les contaminations à grande échelle, ainsi qu'un arrêt de production.

Dans toutes ses implantations à travers le monde, le groupe Cebi poursuit une stratégie environnementale qui vise à réduire son empreinte carbone. Après un certain nombre d'initiatives locales, Cebi Luxembourg a ainsi inauguré en mars 2021 une installation photovoltaïque d'une capacité de 462 MWh sur le toit de son usine à Steinsel, ce qui correspond à la consommation annuelle d'environ 110 ménages. En se dotant d'objectifs KPI pour la réduction des émissions de carbone et la réduction des déchets, Cebi s'engage résolument dans la voie de la viabilité environnementale et du développement durable. Surtout dans une branche visée par la décarbonisation, comme l'est l'industrie automobile, ces valeurs sont aujourd'hui considérées comme critères de sélection pour pouvoir se qualifier comme fournisseur fiable à long terme ! Un rôle que Cebi a bien l'intention de continuer à jouer !

Article :

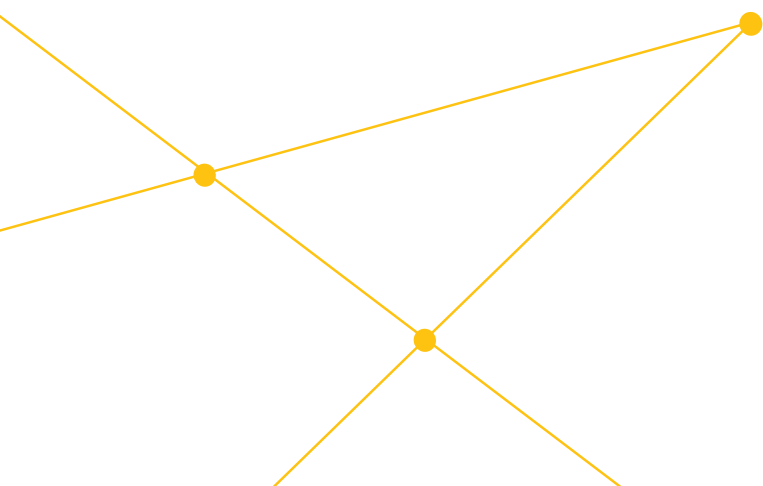
LAURENCE KAYL

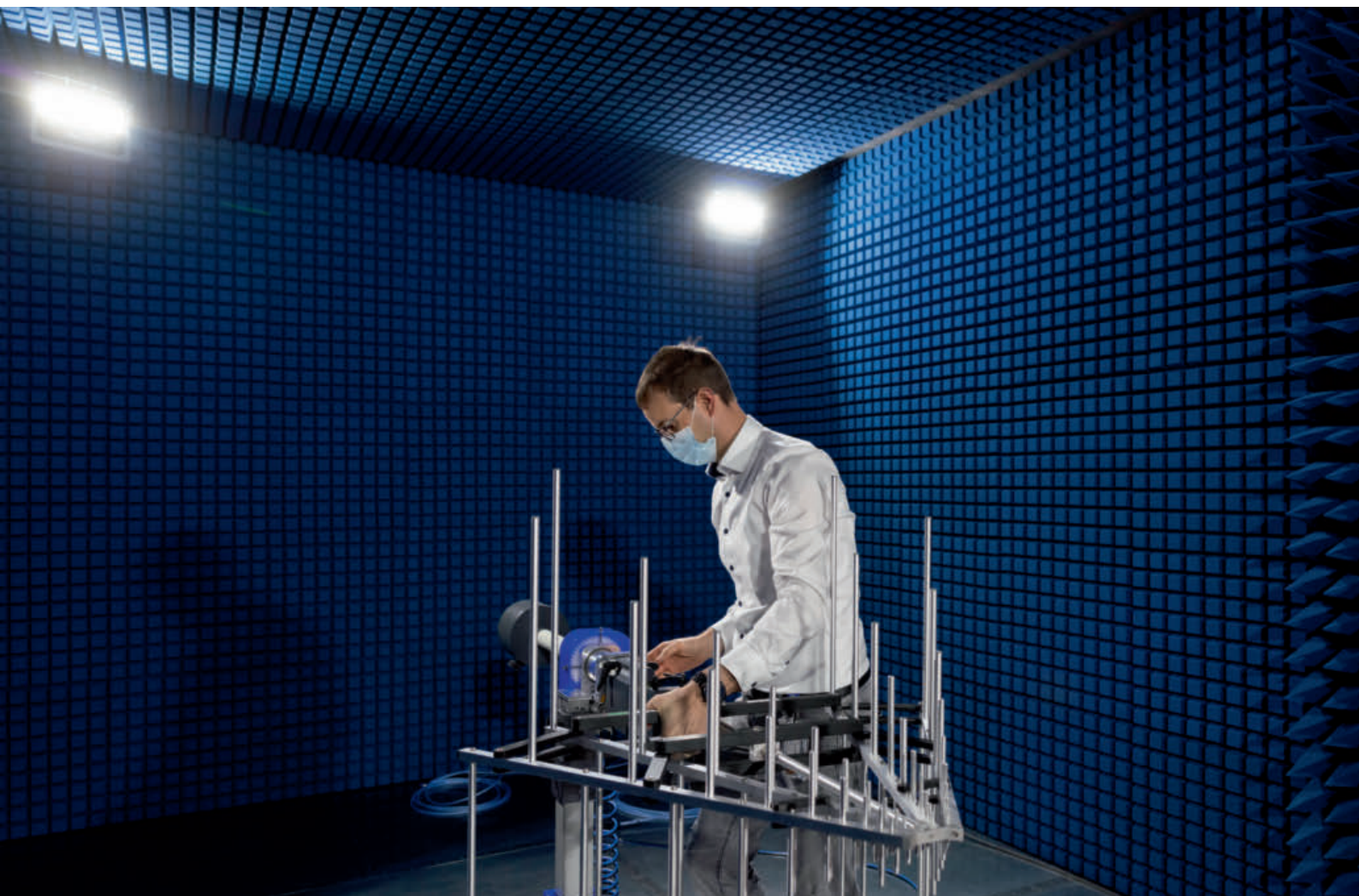
Responsable communication à la FEDIL

laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM







Interview

PAUL KONSBRUCK

CEO de LuxConnect S.A.

“Il faudra y mettre toute notre détermination pour regagner notre souveraineté technologique.”

Une transition numérique réussie est la clé d'une reprise durable. Selon vous, comment l'Union européenne et le Luxembourg peuvent-ils renforcer leurs capacités numériques et leur compétitivité en la matière ?

Nous devons être réalistes et ambitieux en même temps. Il nous a fallu du temps pour réaliser que la transformation numérique est une véritable opportunité, un moyen pour améliorer et faciliter notre vie. La crise actuelle a accéléré la transformation numérique à plusieurs niveaux, mais ces derniers mois ont malheureusement aussi montré que nous avons atteint nos limites et que nous sommes « vulnérables » par notre dépendance à d'autres régions dans le monde.

L'Europe a perdu son avance dans le domaine des nouvelles technologies et nous devons intensifier nos efforts tant sur le plan politique, réglementaire, technologique et des compétences pour rattraper l'écart par rapport aux Etats-Unis et aux pays asiatiques. J'ai eu l'opportunité de voir de plus près comment les entreprises américaines se lancent, selon le principe *trial and error*, pendant que nous, les Européens, nous avons souvent tendance à hésiter avant de nous investir. De plus, nous sommes entièrement dépendants des pays d'Asie en ce qui concerne les matières premières. Si aujourd'hui nous sommes, par exemple, confrontés à une pénurie de semi-conducteurs, ce n'est pas à cause du Covid ou parce qu'il y a eu un navire bloqué dans le canal Suez, mais parce que nous avons totalement perdu notre souveraineté en la matière. Dans les années 1990, le marché des puces électroniques a été dominé par les Etats-Unis, le Japon et les pays de l'Europe. Il n'y pas si longtemps, plus de 40% des semi-conducteurs étaient fabriqués en Europe – contre moins de 10% aujourd'hui. Il n'existe pas de *level playing field* dans la transformation numérique. Donc, il faut des investissements et un changement dans l'approche.

La bonne nouvelle est que la Commission européenne ainsi que la grande majorité des pays membres de l'UE ont réalisé que le problème est réel et va au-delà d'une simple perte de marché. Il s'agit d'une question fondamentale de souveraineté

technologique et politique. Justement, ces derniers mois des annonces sur des programmes de relance avec un focus dans le secteur du numérique et de la souveraineté technologique ont été faites.

On pourrait retenir que pour renforcer les capacités du numérique il nous faut des compétences, de l'infrastructure et des moyens financiers. La détermination est présente plus que jamais. Je suis très confiant en ce qui concerne nos compétences et infrastructures, et nous avons encore de la marge pour nous améliorer au niveau du capital.

La Commission européenne a proposé de réguler l'intelligence artificielle en Europe. En quoi une telle initiative va-t-elle encourager le développement et le déploiement de l'IA en Europe ?

Si on parle d'intelligence artificielle, les gens pensent souvent à des films de science-fiction avec des robots androïdes et cela provoque un sentiment d'insécurité. Aussi, si nous craignons le potentiel de cette technologie, c'est parce que le champ d'application est tellement vaste et que le cadre n'est pas encore défini. Donc je suis pour une régulation de l'intelligence artificielle afin d'améliorer la confiance des gens mais aussi des acteurs du marché.

Beaucoup plus encore que la régulation, il faut communiquer et informer sur les opportunités de l'intelligence artificielle par exemple dans le domaine de la médecine. Je suis convaincu qu'explorer des données à l'aide d'intelligence artificielle, peut révolutionner la médecine, comme dans le dépistage et le traitement de différents types de cancer et ça ce n'est pas de la science-fiction. Citons l'exemple de l'Institut Curie, pionnier dans ce domaine qui peut avoir recours à une banque de données alimentée depuis 2000. Ce trésor de big data est utilisé à l'aide d'intelligence artificielle pour mieux connaître les différents types de cancers et pour construire des algorithmes permettant des prédictions sur la vulnérabilité des patients. Le potentiel est donc énorme et il ne faut pas oublier que l'IA est utilisée déjà aujourd'hui à grande échelle dans différents domaines de notre

vie quotidienne, comme les transferts ou les achats en ligne. Mais de nouveau, il est important de rester vigilants en termes de souveraineté technologique.

La Commission européenne a annoncé l'investissement de la somme colossale d'un milliard d'euros par an dans le développement de l'intelligence artificielle, mais en même temps la Chine prévoit un budget de 150 milliards de dollars jusqu'à 2030 rien que pour leur propre stratégie IA. Évidemment, il faut comparer ce qui est comparable et le budget n'est qu'un élément parmi d'autres pour mesurer la détermination, mais je pense qu'il est primordial de définir quelles devraient être les priorités pour les prochaines années sur le plan des investissements publics et privés.

Le Luxembourg s'est doté d'un superordinateur appelé MeluXina, hébergé au sein du centre de données de LuxConnect à Bissen. Comment les entreprises peuvent-elles accéder à cette importante puissance de calcul et à quel prix ?

Oui, MeluXina est un des superordinateurs les plus puissants d'Europe et nous sommes très fiers de ce projet. Il est important que le Luxembourg se positionne et continue à investir dans les infrastructures telles que la connectivité, les Data Centres ou dans une technologie comme celle de supercalculateurs qui sont une aide précieuse dans le traitement des big data.

Le HPC luxembourgeois est opéré par LuxProvide, filiale à 100% de LuxConnect. La société est en plein développement et compte aujourd'hui une vingtaine d'employés qui viennent de partout dans le monde. Il s'agit d'une équipe pionnière qui est très attachée à ce projet et donc particulièrement motivée, engagée et au service des clients actuels et futurs. Il ne faut pas oublier que la machine a été installée en pleine crise Covid et que les équipes de LuxProvide et de LuxConnect se sont énormément engagées afin de pouvoir respecter le délai de lancement de la machine. MeluXina est aujourd'hui un élément-clé dans le renforcement de la compétitivité du Grand-Duché.

L'idée est effectivement de donner accès aux acteurs provenant du domaine de la recherche mais aussi du secteur privé. Pouvoir avoir recours aux ressources d'un supercalculateur est souvent un avantage concurrentiel pour les entreprises, car cela permet d'économiser du temps, donc de l'argent.

Pour beaucoup de PME, le calcul intensif est synonyme de logiciels trop complexes et de superordinateurs hors de prix. Quelles seront les mesures à mettre en place pour accompagner les PME dans leur premier accès au calcul haute performance ?

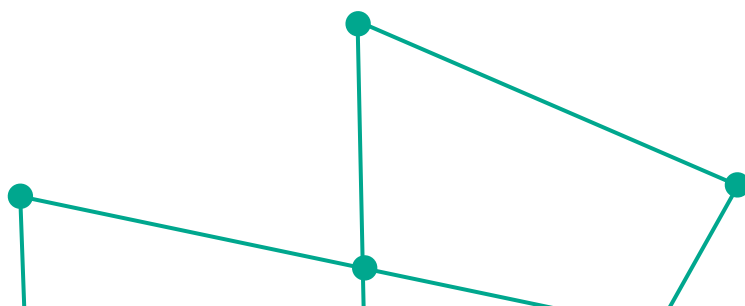
Le Luxembourg s'est doté de MeluXina comme infrastructure critique. Cette ressource est partagée entre les différents utilisateurs si bien que ses frais de fonctionnement n'ont pas à être assumés par un seul utilisateur. LuxProvide, l'entreprise en charge d'opérer MeluXina, met aussi à disposition des experts en calcul haute performance, en analyse de données et en intelligence artificielle afin de simplifier et démocratiser l'accès au calcul intensif pour les PME.

Il existe de nombreuses aides au niveau des financements, comme au travers du FNR pour les projets de recherche en collaboration avec l'Université de Luxembourg, le L.I.S.T. ou d'autres organismes éligibles ; les aides à la RDI pour les projets industriels. Au niveau européen, le nouveau e-DIH, l'*European digital innovation hub*, propose également des options intéressantes de financement pour les PME. Les projets innovants éligibles à ce type d'aides peuvent inclure à la fois l'accès à MeluXina et à de l'expertise associée.

Le gouvernement vient de présenter la « Stratégie nationale pour les réseaux de communications électroniques à ultra-haut débit 2021-2025 » pour combler la facture numérique restante. Un des objectifs est notamment de « développer le Luxembourg comme plateforme de premier choix pour les services ICT d'aujourd'hui et du futur. Comment percevez-vous l'ambition du gouvernement pour répondre aux besoins croissants en termes de connectivité et renforcer la compétitivité du pays dans ce domaine ?

Cette ambition et cette volonté de « booster » est exactement ce dont nous avons besoin à la sortie de la crise sanitaire. Le Luxembourg est déjà aujourd'hui parmi les meilleurs élèves en termes de connectivité et d'accès à l'Internet ultra-haut débit, mais il reste de la marge.

Primo, le fameux « last mile », c'est-à-dire les régions où la vitesse ultra-haut débit est bien déployée sur les grands axes, mais n'arrive pas encore dans toutes les résidences, entreprises



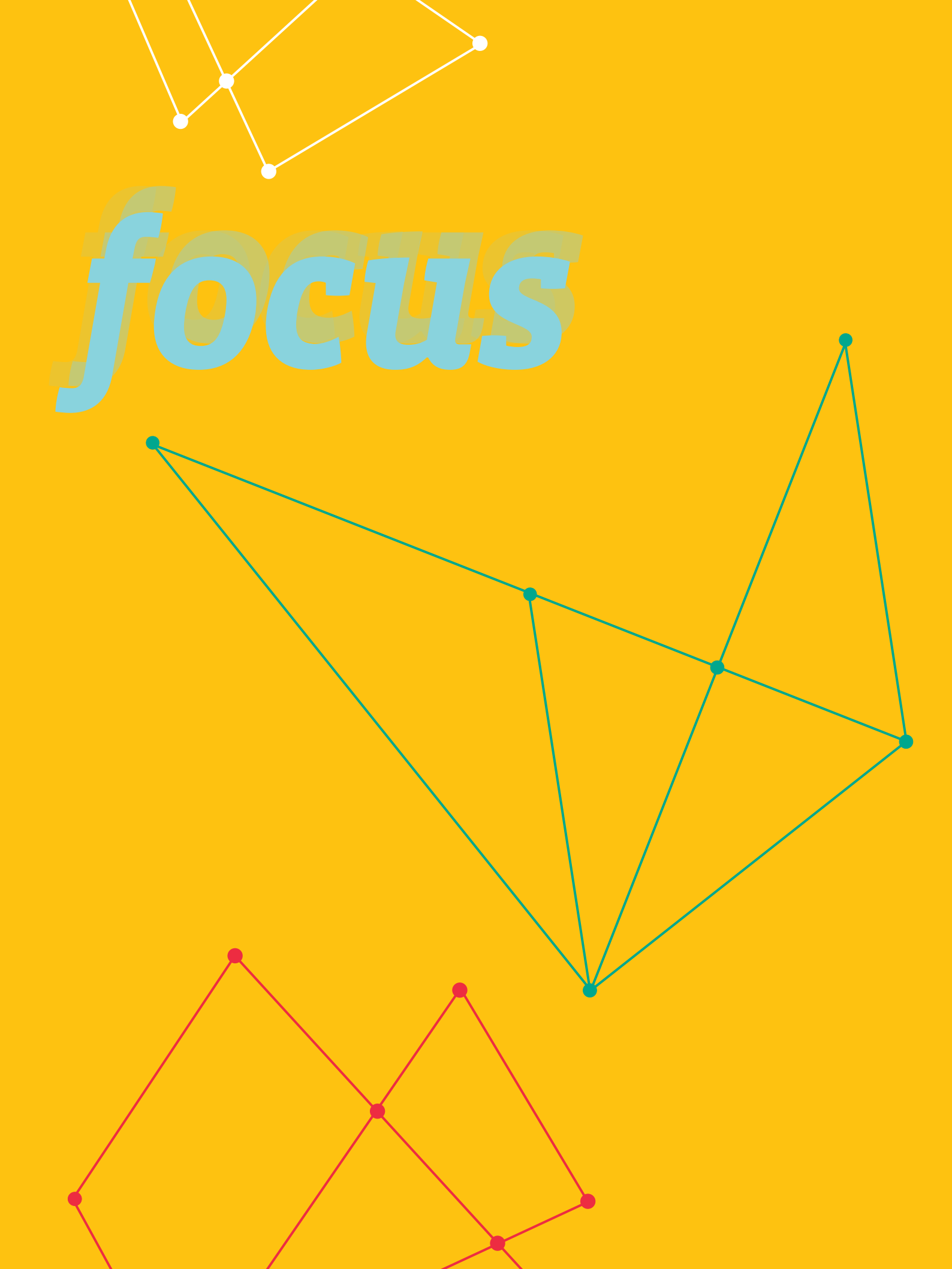


et ménages privés ou plus précisément chez l'utilisateur final. Secondo, « le déploiement vertical » ; à l'intérieur des bâtiments - souvent des résidences - du premier au dernier étage. La stratégie du gouvernement vise à améliorer cette situation et à éliminer ces zones grises. LuxConnect en tant qu'acteur neutre et non-discriminatoire est certainement un des outils pour aider à faire aboutir cette stratégie, mais nous ne sommes pas seuls. Un nouveau GIE vient d'être créé entre l'Etat et LUCIX, une plateforme regroupant une large panoplie d'acteurs du marché. Ce nouveau GIE nommé « My Connectivity » a pour

objet de coordonner la mise à niveau des infrastructures de communications électroniques fixes et mobiles de façon non sélective et non discriminatoire. Il s'agit d'un véritable effort commun de tous les opérateurs pour rassembler l'expertise, les ressources et la connaissance du marché afin de pouvoir agir dans l'intérêt du pays, des entreprises et des citoyens.

Je suis très confiant que les premiers résultats seront visibles dès l'année prochaine avec les premiers projets en cours de réalisation.

Photos :
ANN SOPHIE LINDSTRÖM



focus

NATIONAL CLIMATE GOAL FOR INDUSTRY

An ambitious vision calling for an effective supporting strategy

CONTEXT

In its climate law of December 15th, 2020, the Luxembourg government targets on reducing greenhouse gas emissions at the national level of 55% by 2030 compared to the 2005 level. This objective includes all the emissions allocated to Luxembourg¹ except those covered by the EU Emissions Trading System (EU ETS) and those resulting from land use, land-use change, and forestry (LULUCF).

The law further defines five specific sectors that shall together contribute to reaching the emission reduction targets. The sectors, (1) energy and manufacturing industry & construction, (2) transport, (3) residential and service sector buildings,

(4) agriculture and forestry, (5) waste and wastewater treatment, each received distinct reduction targets for the period 2021-2030. Those sector-specific targets are published by a bill of regulation tabled in July 2021. The regulation prescribes an effective emission reduction for the five sectors together of 55% in 2030 compared to 2005.

The diagrams in Figure 1 show the emission reduction targets for the five sectors compared to 2019. All sectors together are supposed to reduce emissions by 51% compared to 2019, for the industrial sector, a reduction of 52% compared to 2019 is required.

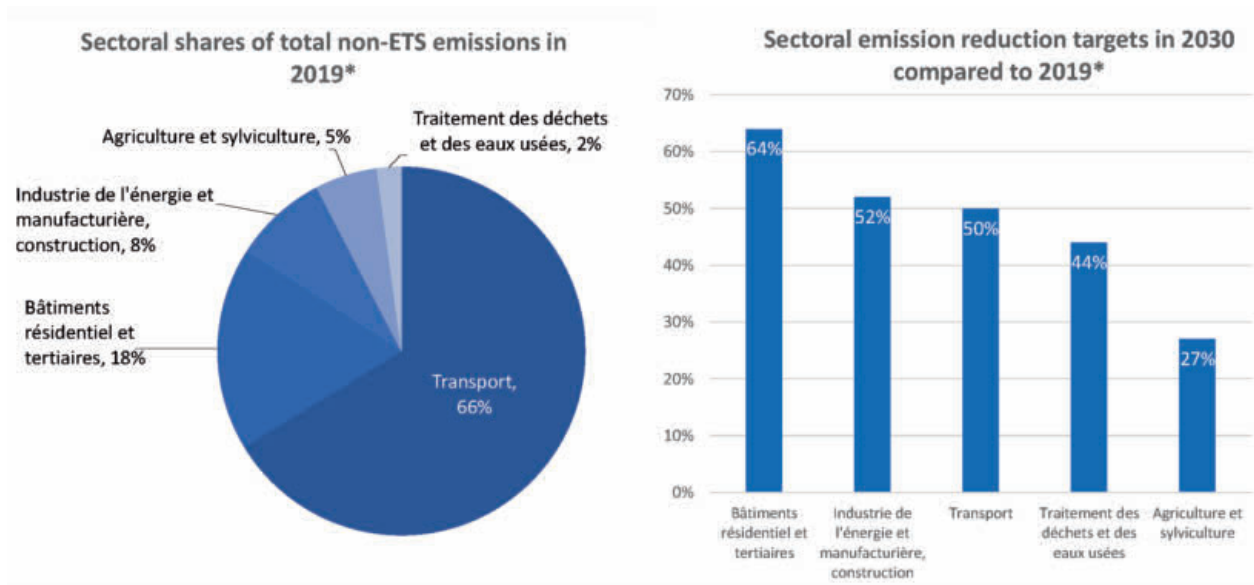


Figure 1: Luxembourg's emissions per sector in 2019 (left diagram) and the expected sectoral emission reduction efforts (right diagram) – *source: government press release of 22.07.2021

¹ According to EU regulation 2018/842

CONFIDENT COMMITMENTS FOR EMISSION REDUCTION TARGETS

"The higher, the better" is too simplistic as an approach

FEDIL and its members acknowledge the need to mitigate climate change and are ready to debate on how to reach the national government's ambitious greenhouse gas reduction targets for 2030. The industrial federation welcomes sectoral goals, including the option of compensating reduction achievements between sectors to balance under- and overperformances.

In its climate law, Luxembourg confidently sets a more ambitious emission reduction target than the European Commission's Effort Sharing Regulation (ESR) suggested. The ESR foresees reductions of -50% compared to 2005 for Luxembourg. However, the government aims for -55% without explaining the analysis that the national emission reduction targets must be 5% higher than what the EU Commission suggests.

We know that the EU sets emission reduction targets for each Member State following thorough impact assessments. The "Fit for 55" package includes many thousands of pages of such impact assessments. They aim to find the right balance between climate actions and their consequences both economically and socially.

Luxembourg's more ambitious target setting ignores the EU's analysis and its recommendations for emission reduction targets. At the same time, the Luxembourg government does not present its analysis or reasoning to justify the higher ambitions. Even the National Energy and Climate Plan (NECP) published in 2020 does not present any such arguments. We must thus assume that Luxembourg's government is following an overly simplistic and singular "the higher, the better" approach that deliberately disregards the complexity of the national socio-economic system it is supposed to manage holistically.

FEDIL believes that such a non-factual target setting may harm the social and economic stability of Luxembourg. Yet, we observe that the government seems to be perfectly comfortable and confident with overshooting targets. So far, however, the government has failed to present those robust, sectoral decarbonisation strategies and roadmaps underpinning their confidence.

Flexibility is necessary to preserve Luxembourg's competitiveness

The bill of regulation defining the national CO₂ emission trajectories for the five sectors until 2030 foresees to linearly decrease emissions in all five sectors until 2030. The trajectories are, however, mainly based on the assumption of an economic status quo. Moreover, little attention is paid to how additional emission sources shall be managed and whether the trajectories include a margin for a short-term increase of emissions. Additional emissions may, for example, originate from growth and extension projects of the existing industrial base and new industrial implementation projects. After all, an accomplished climate policy must succeed in growing industrial activities in Luxembourg while making it sustainable at the same time.

For the energy transition to succeed, it is crucial to attract new companies and businesses that correspond to the sustainable vision of the country's economy. Consequently, new industrial implementation and extension projects will most probably be picked and authorised accordingly. Nevertheless, their implementation will not abruptly improve Luxembourg's energy profile. On the contrary, in the short term, they will inflate the national energy profile as they co-exist with the current industrial base during the transition phase before decreasing.

The challenge of climate change mitigation can be described as threefold from an economic and political view: (1) Managing the energy transition of the economy successfully, (2) achieving the EU climate targets while (3) promoting continuous economic growth. It is a huge challenge and only leaves little margin. Luxembourg must, therefore, embrace all remaining flexibility options, including the possibility of acquiring emission quotas from other EU countries to achieve EU climate targets. It must also embrace all technological options, including carbon capture and utilisation.

Rejecting those options will dramatically and unnecessarily reduce Luxembourg's flexibility compared to other EU economies as it will negatively impact the national climate policy's overall costs. Moreover, if Luxembourg maintained this approach, it could not take full advantage of all emission reduction options

offered by the EU's Effort Sharing Regulation (ESR). As a matter of fact, the ESR offers the possibilities of banking, borrowing, buying, and selling of emission quotas between the Member States. On top of it, it offers Luxembourg, together with eight other Member States, who have targets that are significantly above both the Union average and their cost-effective reduction potential, the option to access allowances from the EU ETS.

Further, Luxembourg's government set significantly higher targets for its non-ETS industrial sector (-49% compared to 2015) than what the EU Commission foresees in its assessment of the ESR regulation (-23% compared to 2015). However, Luxembourg's industry is already performing on a relatively high carbon efficiency level. FEDIL thus believes that all the flexibilities offered by the ESR must be considered to decarbonise most cost-effectively. In particular, the possibility to access allowances from the ETS industry must be used to take off pressure from its non-ETS industrial counterparts if necessary.

THE RISKS OF FAILING TO DELIVER ON COMMITMENTS

The industry is willing to decarbonise its activities ambitiously. It expects, however, equally ambitious support measures to realise them. This chapter represents the industry's wake-up call to the government's climate policy, which focuses on targets rather than on measures to reach them. The first subchapter identifies and discusses businesses barriers to decarbonise smoothly. The second subchapter then presents and analyses the industry's technical decarbonisation options and their potential to contribute to carbon neutrality.

Both chapters demonstrate the immense, non-trivial challenge of decarbonising the industrial sector. Moreover, they identify the risks of failing to deliver on its commitments for the government unless it considers and addresses the business barriers and technical limits of decarbonisation.

Business barriers to smoothly decarbonise in industry

Luxembourg confidently sets high national emission reduction targets for 2030, targets that surpass the EU Commission's recommendations. In some sectors, however, delivering on those

commitments until 2030 might become a severe challenge for future governments unless comprehensive and sector-specific packages of decarbonisation measures become available soon.

While, for example, the government can shift emissions in the transport sector to neighbourhood countries by progressively increasing fuel prices, its influence in the "energy and manufacturing industry & construction" sector is much less pronounced. In the latter sector, we identified three significant barriers that may give the government a hard time delivering on their set emission reduction targets:

1. For many companies in this sector, the emission reduction targets are not clear. The situation is unlike for companies included in the EU ETS; indirectly, the latter have precise, individual, and specific emission reduction trajectories till 2030 and even beyond. In Luxembourg's non-ETS sector, however, not even the CO₂ price is defined for the period after 2023. Within this context, a business owner or general manager might wonder how much, until when and how he is expected to reduce emissions. Worse, he might not even feel concerned as nothing much seems to happen if he doesn't decarbonise, so why bother if the CO₂ price is low compared to marginal abatement costs and offers no predictable trajectory for the future.
2. Most companies in this sector are SMEs with a national business focus, for example, companies from the construction sector or businesses from the food and dairy industry. Those companies tend to have negligible non-compliance costs due to the CO₂ tax. They can forward these extra costs to their primarily local clients. Therefore, being in a situation with no significant opportunity costs, they do not have much incentive to invest in low carbon technologies except for CSR or corporate image branding.
3. Finally, we have about a dozen companies in this sector whose operations rely on significant fossil energy consumption, primarily natural gas, and which cannot easily forward CO₂ emission costs to clients because they are exposed to international trade. Nevertheless, switching to low-carbon technology is no straightforward decision for

those companies. A switch would require a significant capital investment (CAPEX) into new production technologies without the perspective of much higher productivity. On the contrary, we expect that most low carbon technologies will entail higher operating costs (OPEX) than traditional technologies with no substantial productivity gains. This combination represents one of the least attractive scenarios for companies to invest in: On the one hand, CAPEX without the perspective for a good return on investment; on the other hand, higher OPEX with no predictability on the national CO₂ prices beyond 2023. These are the worst arguments to encourage a low carbon investment.

In conclusion, we can expect that most industrial companies will continue to improve energy efficiency. And while improving energy efficiency is essential, it will not yield the emission savings the government expects. As a result, we see a significant risk that Luxembourg's government will not meet its emission reduction targets in the "energy and manufacturing industry & construction" sector unless it soon presents a comprehensive package of measures supporting it. Such a package must address all three points described above.

Technology potentials and limitations for the industry's deep decarbonisation

Despite the challenges described above, industrial companies could reduce their CO₂ emissions by combining technical measures described below (see also Figure 2). These measures were identified and assessed by a working group of industry experts associated with the Benelux Business Roundtable in 2021:

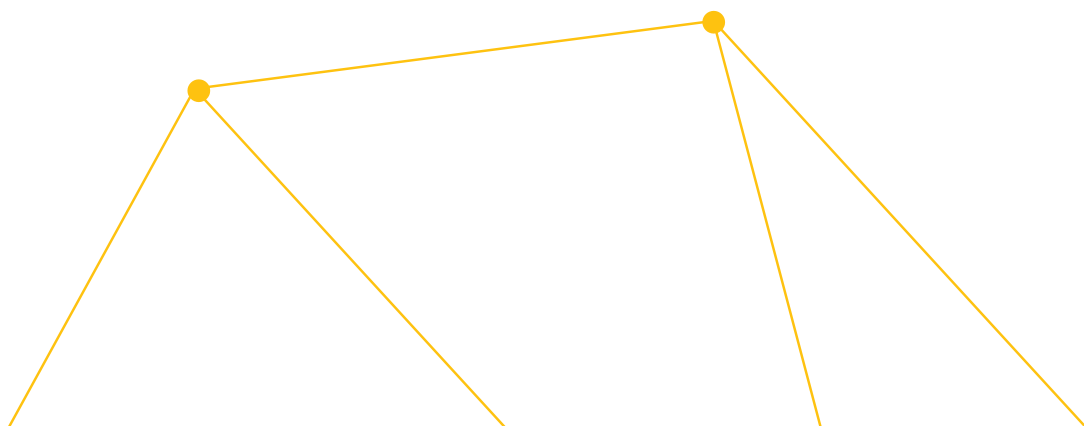
1. Energy efficiency: Improving energy efficiency is an ongoing measure in the industry. It is the result of incessantly eliminating unproductive activities and losses. It also requires continuously investing in training human resources, upgrading, and renewing the equipment to the best available technologies.

On our way to the net-zero vision, practitioners estimate that energy efficiency can eliminate 5-10% of emissions by 2050. That would be a good start, but it is far from sufficient even to achieve the emission reduction goals of 2030.

2. Biomass as feedstock or fuel: The next best approach is to substitute fossil fuels with renewable ones. Solid biomass (wood), biogas and biomethane can be used for this purpose. However, burning wood for heat production is not unanimously considered sustainable and is considered only a temporary solution for carbon neutrality. Further, biogas and biomethane are difficult to source in large quantities and at competitive prices. Practitioners thus estimate the potential of biomass for decarbonising the industry until 2050 at only around 10-15%. In Luxembourg's industry, we can expect that this theoretic potential will never materialise as authorities are reluctant and slow to grant operating licences for such installations.

3. Electrification of heat: Electrifying heat supply is regarded as one of the cleanest ways to heat industrial processes, provided the electricity stems from a renewable energy source. Electrifying furnaces, boilers, and high-temperature heat pumps could reduce emissions between 35-40% in industrial applications. However, we can expect that companies will be reluctant to switch their current fossil fuel heat sources to electricity without significant incentives as the electrification of heat does not bring any productivity gains (unproductive heat). On the contrary, operational costs risk exploding as electricity tends to be more expensive than gas. Currently, electricity is double the price of natural gas.

4. Hydrogen as fuel or feedstock: Low carbon hydrogen, made from zero-carbon electricity, is today often considered as an alternative feedstock or fuel in high-temperature processes. Its potential contribution to industrial CO₂ reduction by 2050 is promising. Practitioners estimated it at 25-30%. The challenge is to source low carbon hydrogen in large quantities. Currently, less than 2% of the hydrogen on the



market is considered sustainable and low carbon. However, we must rule out hydrogen as a serious contributor to decarbonise Luxembourg's industry until 2030 as the local government's hydrogen strategy only intends to tackle the shortage of sustainable H₂ at an industrial scale after 2030.

5. Carbon capture and storage or use (CCU/S): CCU/S may be a solution for sectors that are hard to decarbonise. It can be used in sectors where electrification or hydrogen usage does not represent a solution. These industries are found mainly in the chemicals, metallurgy or cement production, which the EU ETS mainly covers. While for ETS industries, CCU/S represents a non-negligible decarbonisation potential of 20-25% by 2050, it will probably not contribute much to reaching the national CO₂ reduction targets we discuss in the present paper. Furthermore, for the time being, Luxembourg's government rules out the use of CC technologies altogether without providing sound justification or analysis.

The industrial federation reckons that Luxembourg's geographic location, away from natural carbon storages sites, does not make CCS, i.e. the storage of carbon, a viable option. CCU, however, i.e. capturing carbon for use, must remain an option to industries with an incompressible part of CO₂ emissions until other solutions are at hand.

6. Demand circularity: In some industries, greenhouse gases can be substantially reduced by reusing and recycling materials. We typically speak of plastics, and other chemical products, glass, and metals. Nevertheless, for the overall decarbonisation of industry by 2050, practitioners estimate the impact of demand circularity at a modest 1-5% only.

In Luxembourg, reuse and recycling are already successfully applied in major industries, such as aluminium, steel, and glass. However, the most significant emitters in those sectors are part of the EU ETS and do not contribute to the national CO₂ reduction goals discussed in this paper.

7. Other innovations: Other novel technologies such as waste as fuel, inert anode technology smelting, geothermal heat, etc. can help reduce emissions in particular industrial processes only. Moreover, as their use is limited to a relatively small number of applications, their decarbonisation potential for the whole industry is somewhat limited to 1-5%.

Industry's wake-up call

The previous analysis clearly shows that the industry cannot rely on incremental decarbonisation approaches only to reach the emission reduction targets of 2030. In other words, the straightforward measures the government proposed in the NECP² for industrial decarbonisation are not enough. Energy efficiency, switching to biomass as a heat source, or increasing circularity can at the very best yield 20-25% of CO₂ reductions depending on the industry. This is still a long way from the 52% emission reductions the government wants to achieve until 2030 in the industrial sector compared to 2019.

Unless the government massively supports the industry to make much more profound changes to tackle decarbonisation, it might not be able in 2030 to report its successful delivery of climate targets in Brussels.

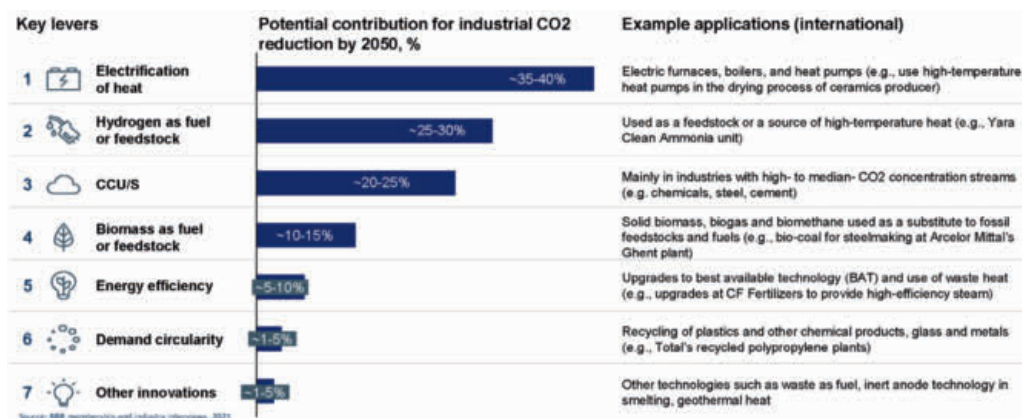


Figure 2: Industry's technical decarbonisation options and their potential contributions by 2050 (source: Benelux Business Roundtable 2021)

² National Energy and Climate Plan published by the government in 2020

Promoting incremental decarbonisation measures stays essential, but we need much bolder measures to reach the 2030 targets in the industry. The government thus needs to open the door and clear the way for rapid and generalised electrification of heat across a broad range of companies from all sectors. Further, low carbon hydrogen or more general, decarbonised gas and CCU deployment must be analysed within the next 12 months and implemented by the end of 2025 where applicable.

For this transformation to materialise, the government must succeed in mobilising colossal capital investments in all industrial sectors. In addition, it must be willing to absorb significant parts of the increasing operational costs that will follow the transition. Finally, it must streamline its authorisation procedures to accelerate the industry's low-carbon modernisation efforts.

The following paragraph proposes measures that can help tackle the energy transition and address the challenges described above.

MEASURES TO TACKLE THE LOW CARBON TRANSITION IN THE NON-ETS INDUSTRY

In this chapter, FEDIL proposes 9 concrete measures - including sector-specific measures for the construction sector - to reduce Luxembourg's risk of failing to deliver on its ambitions in the non-ETS industrial sector. The measures have been deduced from the challenges described in the previous chapter. They are specifically designed to address the emission reduction barriers and technical limitations identified above.

1. Make the CO₂ tax progressive for industrial companies

FEDIL proposes to double the incentive of the CO₂ tax for industrial companies exceeding the threshold of 4100 MWh/year of fossil energy consumption and reduce their CO₂ costs by the same level when they invest in greenhouse gas emission savings. This mentioned threshold addresses all non-ETS companies currently included in the tax category C₂ for natural gas. Covering around 20% of all non-ETS industrial emissions; this measure could significantly impact national CO₂ savings.

Compared to a recent reference year, f. ex. 2019, the tax rates of EUR 25/tonne CO₂ in 2022 and EUR 30/tonne CO₂ in 2023 would be doubled to 50 EUR/tonne CO₂ in 2022 and EUR 60/tonne CO₂ in 2023 on the slice that represents the upper half of the emissions of 2019, the year of reference. The lower half of the emissions would be exempt from the tax, and the regular tax would be levied linearly for the level of CO₂ emissions exceeding those of the reference year.

Such a progressive CO₂ tax would create a strong incentive to cut in half the emissions of the reference year. Compared to a linear tax on all emissions, it would provide a much better return on climate investments for the industry. The adjusted tax would more quickly reward companies that commit to decarbonisation by exempting the lower half of the base year's emissions. It would address the concern of maintaining the company's competitiveness, knowing that energy is an important production factor. The incentive tax would not affect the amount due by companies that do not reduce their emissions compared to the reference year.

2. Provide a Voluntary Agreement Scheme for CO₂ reductions

The current Voluntary Agreement between the industry and the government is a scheme that helps to promote energy efficiency efforts across Luxembourg's 50 or so most energy-intensive companies. A similar Voluntary Agreement on CO₂ reductions should be provided to incentivise a much broader group of companies to reduce emissions. It could be based on the same principle of granting energy cost rebates for achieved CO₂ reductions over a defined period. Furthermore, its affiliation could be a precondition for companies to access the progressive CO₂ tax as the scheme's auditing practices could be used to monitor the realised CO₂ savings.

3. Introduce an extraordinary state aid for the electrification of heat

We identified the electrification of heat as having the most significant greenhouse gas reduction potential in the industry. At the same time, however, we discussed companies' reluctance to switch to electricity because of the unproductive investment coupled with higher running costs. FEDIL believes that unless significant aid is granted to incentivise

the electrification of heat, this option's huge emission saving potential will be lost or materialise much too late.

Current state aid rules are generous when it comes to research and development or smaller investments project. However, they are not adapted to tackle the extraordinary challenge of decarbonising the whole industrial sector timely. A reform of state aid rules is thus necessary. It must incentivise the investment in the electrification of heat and compensate for extra operational costs of electricity. As state aid is regulated at the European level, it is now the time for Luxembourg to seek like-minded allies among Member States to introduce the reform at the currently ongoing revision of the Energy and Environmental State aid guidelines (EEAG). FEDIL believes that such an extraordinary aid, dedicated to the electrification of industrial heat, could become an EU-wide game-changer for the decarbonisation of the industrial sector.

4. Make electricity the energy of choice for the industry

On national level, the government should accelerate the electrification of heat by granting industrial companies attractive electricity prices. The government can effectively influence the end-user power price by minimising state-induced price components such as grid charges, renewables surcharges, and other levies. Germany is applying such a model for all electricity consumers. It cross-finances the reduced income from the electricity price by the revenues from the CO₂ tax.

Such a reduced price should be granted to Luxembourg companies taking part in the Voluntary Agreement on CO₂ reduction as described above and under the condition to electrify significant parts of their energy consumption.

Furthermore, create specifically simplified and accelerated authorisation procedures for the electrification of heat by creating waivers for recurring and standard low-carbon installations.

5. Introduce super fiscal deductions for low carbon investments

Make investments in low carbon plant and machinery equipment, including related staff, training, or retraining costs eligible to a super fiscal deduction.

The super deduction (SD) mechanism would allow companies to deduct an extra percentage of the eligible costs incurred in addition to the initial deduction of the costs in question, based on common law. The super deduction could thus be equal to up to 100% of the eligible costs with an annual limit set at a certain percentage of the company's taxable income. A higher rate of SD with simplified implementation procedures should be provided to SMEs. The SD could be granted for a period up to 2028 with the possibility of carrying over unused SD capacity to subsequent years. Such SD schemes to promote investments in environmentally friendly technology are already successfully applied in France, Germany, Austria, Greece, Italy, UK and Sweden.

This measure would incentivise companies to invest in low carbon technologies with little to no perspective for a return on investment or higher operational costs than conventional technologies.

6. Dynamise energy efficiency

Introduce tradable energy efficiency certificates: Dynamise and increase the company's incentives to realise energy savings by directly addressing obliged parties and energy service contractors (ESCOs). Making energy savings tradable has two significant benefits: Firstly, it creates a transparent market for energy savings for obliged parties, ESCOs or other parties. The latter will increase the inflow of cash for companies to finance their energy efficiency efforts. Secondly, it gives obliged parties several options to access energy savings. It creates a liquid market of energy savings where they can purchase certificates or projects from third parties and trade certificates among each other. Tradable energy efficiency certificates schemes have been used in different forms in Italy, France, UK, Denmark and Flanders.

7. Promote technology switches to renewable process heat production

Secure, reliable sourcing at predictable prices for biomass, biofuels and biogas by concluding politically backed bilateral agreements with international suppliers. Furthermore, the attractiveness of those renewable fuels could be improved by applying minimum levies and offering contracts for difference to balance price volatilities in case of investments related to technology switches. Also, specifically, simplify and accelerate authorisation procedures related to such technology switches.

8. Preserve technology neutrality

Authorise carbon capture technologies to decarbonise processes with incompressible emissions and develop local carbon usage applications in collaboration with the public research and development community.

9. Specific measures for the construction sector

Together with its members, FEDIL identified three straightforward measures to reduce emissions at construction sites. They rely on improving energy efficiency and fuel switches of construction equipment and machinery:

- i. Establish a notification process between the construction company and the grid provider to ensure that each construction site will be equipped with a grid connection at the latest at the beginning of work. This will prevent construction companies from running diesel generators to power the building site.
- ii. Authorise construction companies to use explosives at quarries, deconstruction and excavation works, avoiding them to run many hours of fuel-powered excavation machines and pneumatic drills.
- iii. Systematically require construction companies in public calls for tenders to use biofuels to run their construction equipment. This measure creates a national level playing field for all market participants, enabling Luxembourg's construction companies to rapidly retrofit their entire fleet to carbon neutrality. On top of that, it would

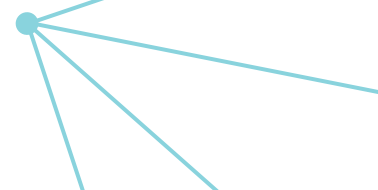
create an element of differentiation compared to competitors from abroad wishing to enter those calls.

Depending on the approach, the above three measures can reduce significant emissions on a construction site. Sectoral experts assessed emission reduction between 5-7% if we only rely on energy efficiency, but they can be close to 80% with fuel switches such as electrification or biofuels.

However, the biggest drivers for emissions in building construction are unrelated to how construction companies organise themselves on the construction site. Instead, they are determined by three construction design specific factors: (1) the volume of excavated soil, (2) the volume of soil moved away from the site, and (3) the volume of new soil moved towards the site. Those three factors determine the running hours of the biggest fuel consumers on a construction site, the excavators. They further define the number of dump truck rides to move soil from and to the site. By tackling these factors, our estimations show that emission savings of around 50-65% are possible even without an expensive switch to biofuels; they would require the following measures:

- iv. **Promote upwards constructions** rather than buildings with deep basement floors or underground parking spaces. At the same time, building higher upwards must be authorised to accommodate the lost spaces underground. Public call for tenders and authorisation procedures must be adapted accordingly. Further, emission reductions could be achieved if construction companies would be allowed or even invited to suggest modifications to call for tenders to improve the carbon footprint of the tender. While construction companies are not supposed to comment on calls for tenders in Luxembourg, it is already good practice in France.
- v. **Decentralising and multiplying inert waste landfills** can significantly reduce emissions from unavoidable soil transports. Currently, soil transports across Luxembourg cause annually 8100 tonnes of avoidable CO₂ emissions³ because inert waste landfills are too scarce and far away from most construction sites. Those avoidable emissions are comparable to heating emissions of a city the size of Diekirch.

³ High noon beim «Bauschutt», écho des entreprises 01, 2020; pages 19



- vi. The climate law attributes emissions from transporting inert waste from construction sites to landfills in the "transport" sector. At the same time, they represent some of the most significant emission reduction potentials for construction companies, whose emission reduction margins on the actual construction site are somewhat limited. It would thus be the wrong signal not to make construction companies benefit from this potential because many construction businesses have their own dump truck fleet.

Letting construction companies claim emission economies from cutting transport rides would further support the construction sector's circular economy approach. The approach promotes the reuse of old construction material which is already on site. This occurs, for example, at renewals of roads or when a building is deconstructed for a new one. The emissions from the equipment necessary to process the old construction material for reuse could be offset by the avoided transport rides. Thus, the additional emissions to process the old material would not penalise but incentivise circularity.

FEDIL suggests relying on the emission compensation option between sectors as foreseen in the climate law to implement this measure. For example, it could be designed to make emission reductions realised by construction companies' transport activities attributed to the "transport" sector available to compensate for emission reduction efforts in their construction activity. The latter being part of the "energy industry, manufacturing and construction" sector.

SYNTHESIS

FEDIL and its members wish to contribute to the government's aims in bringing down CO₂ emissions by 2030 and reach carbon neutrality by 2050. FEDIL is, however, concerned to see that since the publication of the National Energy and Climate Plan in March 2020, the government keeps on setting increasingly ambitious climate objectives without presenting the underlying evidence-based analysis of their feasibility or impact on Luxembourg's social and economic system. Further, to date, the government has failed to present a comprehensive national decarbonisation strategy, roadmap or package of support measures to echo its ambitious climate objectives for 2030.

In the industrial sector, FEDIL believes that Luxembourg's future governments risk falling short on delivering in 2030 on the ambitious commitments unless current political discussions shift away from overly ambitious target setting towards the actions needed on the ground to achieve them.

In this paper, FEDIL identified tangible business and technical evidence that substantiates the concern about Luxembourg's risks of missing its 2030 climate targets in the industrial sector. The analysis in this paper provides empirical data indicating that incremental decarbonisation efforts in the industry sector can yield at best 20-25% CO₂ emission reduction between now and 2050, while the government's target is at 52% until 2030 compared to 2019. This would leave at least a 27% gap to be filled with much more far-reaching and unconventional measures. However, the realisation of such measures seems out of reach without a well-designed legal framework including attractive support instruments. Based on this observation and the decarbonisation barriers identified, we present a catalogue of 9 measures that can bring emission reductions in the industrial sector on track for 2030.

GASTON TRAUFFLER

*Responsable politique
industrielle auprès de la FEDIL*
gaston.trauffler@fedil.lu



Actualités de la FEDIL

REMISE DE MÉDAILLE À MICHÈLE DETAILLE

7 octobre 2021

C'est en présence d'un cercle restreint d'amis proches et de collègues que Michèle Detaille, Présidente de la FEDIL, s'est vu conférer la décoration de commandeur de l'Ordre de Léopold II par Sa Majesté le Roi des Belges en date du 7 octobre 2021. La décoration lui a été remise par Son Excellence M. Thomas Lambert, Ambassadeur de Belgique à Luxembourg, qui n'a pas manqué de souligner les mérites exceptionnels de Michèle Detaille pour l'entrepreneuriat et l'industrie aussi bien en Belgique qu'au Luxembourg.



De gauche à droite: René Winkin, Etienne Noel, Didier Reynders, Jean Hilgers, Michèle Detaille, Thomas Lambert, Sofie Lambert-Geeroms, Xavier Bettel, Henri Grethen, Jean-Louis Schiltz, Blanche Moutrier



CONCLUSION D'UN AVENANT À L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL ENTRE FEDIL SHIPPING ET LES SYNDICATS OGB-L ET LCGB

7 octobre 2021

En date du 7 octobre 2021, FEDIL Shipping a signé un avenant à l'accord interprofessionnel avec les syndicats bénéficiant de la représentativité nationale générale, l'OGB-L et le LCGB.

Les partenaires sociaux ont notamment décidé que le salaire mensuel des gens de mer travaillant à bord d'un navire battant pavillon luxembourgeois et ne résidant pas au Luxembourg ne peut être inférieur au montant fixé par référence aux rémunérations généralement recommandées par la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF).



Il a également été convenu que l'armateur est obligé à respecter à tout moment les règles de sécurité et de santé prévues par la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), ainsi que la convention du travail maritime (MLC) de l'Organisation Internationale du Travail. En outre, il a été convenu que l'armateur pourrait être obligé de mettre en place un système de management de la sécurité (SMS) tel que prévu par la SOLAS. Cette dernière est une convention internationale qui fait référence, par son sigle anglais, au traité international adopté en 1974 visant à définir diverses normes relatives à la sécurité, la sûreté et l'exploitation des navires. Ces normes sont dictées par les

gouvernements des pavillons des navires, il appartient dès lors aux gouvernements de vérifier si les navires voguant sous leurs pavillons respectent bien les normes de la SOLAS.

Les partenaires sociaux ont demandé la déclaration d'obligation générale par règlement grand-ducal de l'accord interprofessionnel à partir de la date de son entrée en vigueur fixée d'un commun accord au 1^{er} novembre 2021.

SPEED-DATING ADEM-FEDIL

7 octobre 2021

La FEDIL, en collaboration avec l'ADEM, a organisé un événement « Speed-Dating » dédié aux profils de l'industrie. L'événement a eu lieu le 7 octobre 2021 dans les locaux de la Chambre de Commerce sous le régime Covid check.

Cette initiative s'inscrit dans le programme « Entreprises, partenaires pour l'emploi » conclu entre l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et le gouvernement.

Le « Speed-Dating » a permis à 22 entreprises membres de la FEDIL de rencontrer pour un premier entretien des demandeurs d'emploi ayant un des profils ci-après :

- PhD / Ingénieurs (juniors / expérimentés);
- Techniciens niveau 1^{ère} / BTS (juniors / expérimentés);
- DAP techniques (juniors / expérimentés).

Une présélection de 155 profils avait été réalisée par les conseillers « secteur industrie » de l'ADEM en fonction des différents postes vacants déclarés à l'ADEM.

102 candidats ont saisi l'occasion pour entrer en contact avec les entreprises participantes.

Un prochain événement « Speed-Dating », exclusivement dédié aux entreprises de construction et aux entreprises en lien direct avec le secteur de la construction, est prévu pour début 2022.



15TH ANNIVERSARY OF THE LUXEMBOURG SPACE INDUSTRY ASSOCIATION - GLAE

12 October 2021

On October 12th, 2021 the “Groupement luxembourgeois de l’aéronautique et de l’espace” (GLAE) celebrated its 15th anniversary in presence of the Minister of the Economy, Franz Fayot, and many representatives of the Luxembourg Space Industry.

GLAE was founded as a non-profit making organisation in February 2005 within the framework of FEDIL - The Voice of Luxembourg's Industry. The founding members of GLAE are POST Luxembourg, HITEC Luxembourg, LUXSPACE, SES and TELINDUS Luxembourg. The 1st GLAE meeting was held on February 18th, 2005. The same year, Luxembourg became the 17th member of the European Space Agency (ESA).

GLAE offers Luxembourg companies the opportunity to create synergies at the national and European level and seeks to be the privileged interlocutor of the Government for addressing all questions in relation to initiatives taken by the authorities in the context of ESA programs and establishment of a space policy in the Grand Duchy of Luxembourg.

For GLAE members, space is the core of important strategic challenges as it concerns both citizens and enterprises. Important topics are for example the independent access to information, the security and defense policy and the implementation of advanced technologies in different sectors of the economy. As a key partner of the Luxembourg Space Agency (LSA), GLAE meets on regular basis with LSA representatives and contributes to the development of the Luxembourg space sector.

In his welcome speech, GLAE President Yves Elsen, listed the major challenges for the space companies: “Our sector faces three major challenges in the coming years. The first is to attract and retain talent. The second is to develop vocational training. And the third is to promote the sector as well as public-private partnerships.”

Therefore, GLAE supports young talents, a topic of outmost importance for the future of the sector by participating and sponsoring different initiatives, like the Alpbach Summer



School, the 'Act in Space' hackathon, an initiative to foster and enforce entrepreneurial and innovation management practices by offering a game-based learning experience, the UNIVERSEH (European Space University for Earth and Humanity) project and the Asteroid Day whose mission is to educate the public about the risks and opportunities of asteroids.

GLAE members also participate on a regular basis in economic missions abroad and are present on the PARIS Air Show (Le Bourget) or the Toulouse Space Show.

GLAE is a member of SME4SPACE, whose aim is to give a voice to Space SMEs' viewpoint in a coordinated way and to facilitate the access of SMEs to space activities in general and in particular to ESA and EU programs.

The program of the 15th anniversary event included a keynote speech of Marco Fuchs, CEO of the German space company OHB and an exciting panel discussion on "Developments,

trends and challenges in the Luxembourg Space Sector" with the participation of Marco Fuchs, Prof. Dr. Björn Ottersten, Director of the Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT), Marc Serres, CEO of the Luxembourg Space Agency, Ferdinand Kayser, Advisor to the Management of SES and Julien-Alexandre Lamamy, Managing Director of ispace Europe. The round table was moderated by Lisa Burke.

In his closing speech, the Minister of the Economy, Franz Fayot, said: "Through the expertise of its member companies, GLAE has established itself over the past 15 years as a privileged interlocutor of the successive governments. This continuous interaction has enabled the Luxembourg space sector to thrive."

www.glae.lu



CONCOURS CONSTRUCTION ACIER 2021 LUXEMBOURG

20 octobre 2021

Lors de la Journée Prix Construction Acier au G.D. de Luxembourg, organisée le 20 octobre en partenariat avec FEDIL Steelconstruction^(*), les lauréats du Concours Construction Acier 2021 ont été annoncés. Ce concours est organisé chaque année par Infosteel, alternativement en Belgique et au Luxembourg. La participation à cette édition était ouverte à toute construction - sauf ouvrages d'art et les projets en infrastructure - nouvelle ou rénovation érigée totalement ou partiellement en acier et réalisée sur le sol luxembourgeois entre juin 2019 et fin mai 2021.

L'objectif du Concours Construction Acier était formulé comme suit en 1998 : "Attirer l'attention de toutes les parties intéressées par le processus de construction ainsi que du grand public sur des projets avec des constructions métalliques remarquables". À cette vingt-deuxième édition, 18 projets ont participé et 4 projets ont été récompensés par le jury dont le lauréat, le prix spécial du jury et le prix du public.

And the winners are...

Lauréat du Concours Construction Acier 2021 : Nouveau quartier général Cargolux, Sandweiler

Pour ses 50 ans d'existence, CARGOLUX a emménagé dans son tout nouveau quartier général à côté de son hangar de maintenance. Le bâtiment se compose de plusieurs ouvrages métalliques : un parking multi-étages, une passerelle-cantine, un hall des simulateurs et un spectaculaire anneau de bureaux surplombant l'ensemble en générant de grands porte-à-faux (40,5 m).

Le jury a salué le projet réalisé pour les besoins de Cargolux, car il représente un exemple de bâtiment qui pousse l'acier dans ses performances techniques et permet aux ingénieurs d'exprimer pleinement leurs talents, notamment dans l'élaboration de l'anneau en acier massif.



Prix spécial du jury : Château culturel Koerich, Koerich

Dans la Vallée des Sept Châteaux, à Koerich, visiteurs, artistes et audience profitent désormais du mariage réussi entre conservation du patrimoine et aménagement de nouvelles fonctions. Passerelles, plateformes, rampes et escaliers y créent un parcours inédit. L'intervention pourra être enlevée un jour en laissant un minimum de traces. L'acier a donc été choisi pour son côté filigrane et léger et recyclable. Il a été employé sous diverses formes : en structure tendue, boulonnée, soudée, en maille métallique, en filet inox, en câbles inox et éléments thermolaqués, ... Le jury a particulièrement apprécié l'approche honnête et tout en finesse réalisée par l'architecte avec la structure en acier.



Le Prix du public

Casa Ferrero - Siège mondial Ferrero, Niederanven

Depuis plusieurs années, un Prix du Public est décerné lors du Concours Construction Acier. Cela met encore plus en évidence tous les projets soumis. Pour l'édition 2021 au Grand Duché, le prix a été décerné pour la première fois de manière numérique et via les médias sociaux. Le vote en ligne a été un grand succès : plus de 200 personnes intéressées ont consulté les fiches de projet et ont voté.

La Casa Ferrero (30.000 m²) se compose de 2 blocs construits sur un sous-sol commun abritant un parking et rassemble plus de 1200 personnes auparavant éparpillées sur 5 sites. Hors sol, les deux blocs sont reliés par un atrium central entièrement couvert par une verrière de 800 m². La circulation horizontale entre les deux blocs s'y fait via des passerelles décalées d'une portée d'environ 20 m. La circulation verticale s'effectue par des ascenseurs panoramiques vitrés.



Autre projet nominé par le jury

DSL Headquarters, Steinsel

Un ancien entrepôt est devenu le siège de la société informatique DSL. Le hall existant en poutres d'acier, qui présentait une haute qualité architecturale, a été conservé et repeint pour mettre la structure porteuse en valeur. Le concept circulaire visait à adapter l'entrepôt tout en préservant le caractère brut du bâtiment.



En savoir plus :
www.infosteel.lu/concours

(*) FEDIL Steelconstruction est une association sectorielle de la FEDIL - The Voice of Luxembourg's Industry. Elle regroupe les entreprises luxembourgeoises actives dans la construction métallique. Elle est avant tout un lieu de réflexion et d'action pour et par les professionnels de la construction métallique. FEDIL Steelconstruction est affiliée à la European Convention for Constructional Steelwork.

CYBERSECURITY BREAKFAST « HOW TO EFFECTIVELY ADDRESS SECURITY OF INDUSTRIAL SYSTEMS? »

21 October 2021

For the third time, FEDIL took part in the Cybersecurity Week Luxembourg. Together with the Digital Innovation Hub of Luxinnovation, FEDIL organised, on 21 October 2021, the last Cybersecurity Breakfast of the year, hosted by SECURITYMADEIN.LU.

Opened by Claude Strasser, Board Member of FEDIL and Member of the Digital & Innovation Board Group, the Breakfast meeting was the occasion to tackle the topic of the new threat landscape generated by the convergence of Operational Technology (OT) and Information Technology (IT) networks and of how to protect both of them. In addition, experts presented the key trends in Industry 4.0 security. Moreover, the audience had the chance to discover the Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH), its activities and role as a key enabler of the digital transformation journey. It was also the occasion to discover FEDIL's « Cybersecurity Assessment Online Tool », presented by EY Luxembourg. The tool allows companies and organisations to carry out their own assessment in order to evaluate their current level of security, and thus adopt a cybersecurity policy that best suits their objectives and needs.

Watch the replay:



Use our tool:



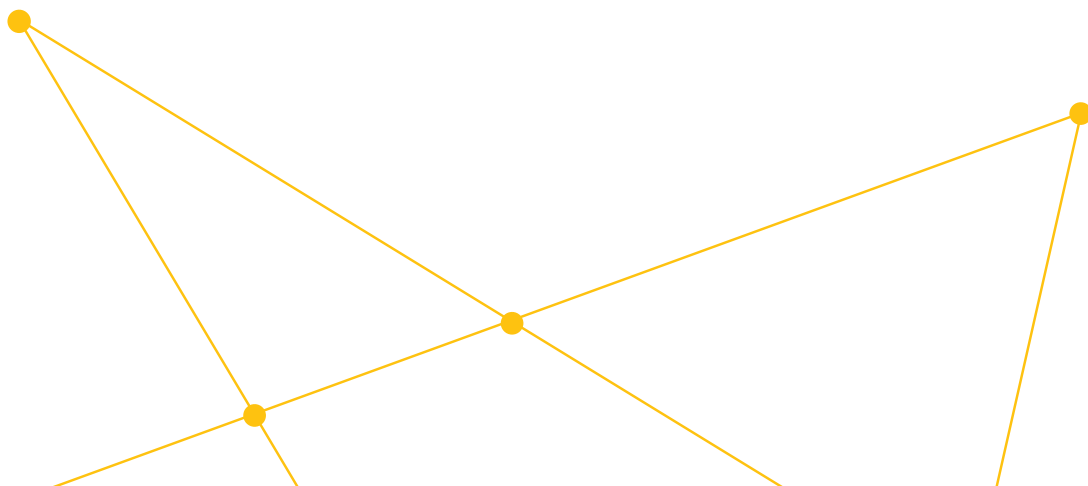
RENCONTRE DÉLÉGATION CYBERTASKFORCE

29 octobre 2021

Dans le cadre de la Cybersecurity Week Luxembourg qui s'est déroulée du 18 au 28 octobre, la FEDIL a accueilli une délégation de la CyberTaskForce française, composée d'une quinzaine de représentants des secteurs privé et public. L'objectif de cette rencontre qui s'est tenue le 29 octobre, était pour la délégation d'appréhender le rôle de la FEDIL dans le développement économique du pays et de tisser des liens dans la perspective de collaborations futures.



Lors des échanges, la FEDIL a eu l'occasion de présenter ses priorités et ses actions dans les domaines des talents, de l'énergie et de l'environnement entre autres. De plus, un accent particulier a été mis sur les sujets en lien avec la transformation numérique et sur les thématiques telles que la cybersécurité, GAIA-X ou encore le super-calculateur MeluXina.



CONSEIL DES PRÉSIDENTS

25 et 26 novembre 2021

Sur invitation du Mouvement des Entreprises de France, MEDEF, la FEDIL, représentée par Michèle Detaille, sa Présidente, Jean-Louis Schiltz, son Vice-Président, et René Winkin, son Directeur, a participé à la réunion biannuelle du Conseil des Présidents de BusinessEurope à Paris. À cette occasion, les présidents des fédérations membres de BusinessEurope ont pu s'échanger, entre autres, sur les priorités des six mois de la présidence française du Conseil de l'UE débutant le 1^{er} janvier 2022, sur les questions d'autonomie stratégique de l'Union européenne ainsi que sur la future proposition législative de la Commission européenne relative à la gouvernance d'entreprise durable et au devoir de diligence des entreprises. À l'issue de cette rencontre, les présidents des 40 fédérations membres de BusinessEurope ont publié une déclaration commune, dans laquelle ils font appel à la future présidence française pour lutter contre la complexité des propositions législatives européennes freinant profondément le développement des millions de petites, moyennes et grandes entreprises européennes qu'elles représentent. Pour conclure le programme de deux journées de réunions, certains membres des délégations nationales, dont Michèle Detaille, ont été invités à une rencontre avec le Président de la République de France, Emmanuel Macron, et ont ainsi eu l'occasion de lui adresser leurs questions respectives quant à la future présidence du Conseil de l'UE.



boldbold

boldbold

boldbold

boldbold

BOLD INNOVATION

boldbold

boldbold

How AI can support increased machining performance and machined product quality

For over 100 years, the CERATIZIT Group has been developing and producing sophisticated hard material cutting and wear protection solutions. The products range from highly specialised cutting tools, indexable inserts and carbide rods to new types of carbide and cermet grades for wood and stone working. The constant product innovation enables customers to efficiently create machines, tools, applications, and consumer goods, which shape our immediate environment and are part of our everyday life.

In its quest for excellence, CERATIZIT offers for the cutting tools industry a full range of products, tailor-made solutions, and services in first-class quality to accompany its customers in benefiting from the best performance of cutting tools allowing them to improve their productivity. Aiming for this objective, CERATIZIT is paving the way for the digital future of machining. A central element of this is the ToolScope monitoring and control system.

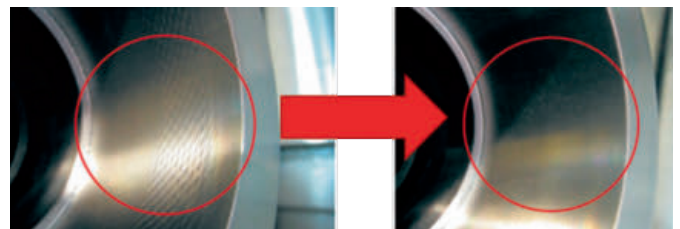
ToolScope is an add-on device connected to the machine tool allowing real-time control of machining parameters. Indeed, by continuously recording signals from the machine that are generated during the production process, the data acquired, is used to monitor and control the machining parameters such as the cutting speed, the feed rate, and the cutting depth, which can then be adjusted towards the best and most stable machining conditions, aiming at increasing machining performance and machined product quality to achieve a higher productivity rate for customer.

During the entire machining process, be it turning, drilling, milling or another process, each CERATIZIT customer uses its tools individually, generating its own profile of use and data associated with it. Currently, ToolScope already acts as a security device. The real-time supervision is continuously monitoring what is currently happening in the machine itself, for instance, when there is a threat that a tool could collide with the workpiece it will immediately come to a halt and avoid further damage in the machine or with the machine. With a pre-set threshold a significant and accelerated wear can be detected, bringing the machine safely to a halt, requesting a changeover of the tool to safely continue production. This creates a tool usage footprint, which an AI algorithm can learn from. AI will then be able to provide optimised settings that allow ToolScope to operate for an individual purpose of a specific customer. The AI model will continuously improve with the usage and new parameter settings are fed back to ToolScope for an optimised, stable machining process. The result is more performance with an increased workpiece quality for an individual application.

By providing its customers with cutting tools and tailored digital solutions like ToolScope, CERATIZIT wants to democratise machining operations by enabling customers to easily optimise their machining performance without having to compromise their workpiece quality, so they can get the best value for their product in terms of cost effectiveness and quality.



ToolScope: Maximise machining performance



Stabilising machining conditions to avoid chatter marks in the workpiece (l.) optimised machining (r.)



***Carte
blanche***

L'action humanitaire, moteur de votre ambition RSE

Mieux informés que jamais et conscients de l'impact de leurs choix, les consommateurs d'aujourd'hui sont de plus en plus nombreux à rechercher des marques dont l'activité et le discours s'alignent avec leurs propres valeurs. Ainsi, l'attractivité d'une entreprise ne passe plus seulement par la qualité de ses produits ou services, mais aussi par le sens de son engagement au sein de la société.

C'est pour cette raison que de nombreuses sociétés ont intégré un volet de responsabilité sociale à leur modèle de fonctionnement, en se rapprochant notamment de causes humanitaires, et/ou en s'engageant à soutenir les Objectifs de développement durable établis par les États membres des Nations unies.

Depuis sa création en 1971, Médecins Sans Frontières (MSF) a pour mission de secourir ceux qui sont menacés par la violence, la maladie, la malnutrition, l'exclusion des soins de santé et les événements catastrophiques d'origine naturelle ou humaine. Il s'agit d'une action sociale pure et simple qui vise à donner une seconde chance à des personnes qui vivent dans des situations inacceptables et qui luttent pour survivre dans des contextes très défavorables dans 88 pays à travers le monde.

LE PRINCIPE D'INDÉPENDANCE ET DE RESPONSABILITÉ

Prix Nobel de la paix en 1999, MSF travaille toujours sans relâche pour améliorer l'étendue et la qualité des soins que peuvent fournir nos équipes. Nous attachons une grande importance à diriger l'ensemble de notre action vers un seul but : couvrir les besoins de nos patients, en nous appuyant sur nos valeurs cardinales d'impartialité, d'indépendance et de neutralité. S'y ajoutent le témoignage - essentiel à décrire les situations dont nous sommes témoins - et la responsabilité à laquelle nous sommes tenus, tant face à nos patients qu'à nos 64 000 employés à travers le monde et, bien sûr, à nos donateurs.

Nous nous efforçons d'être aussi ouverts et transparents que possible en ce qui concerne le travail que nous accomplissons. Nous veillons à ce que tous les membres du personnel se comportent de manière responsable et respectueuse, en adhérant à des engagements comportementaux définis par la Charte MSF.

Notre engagement de transparence s'étend évidemment aussi à nos opérations financières. En 2016, afin de maintenir notre indépendance, MSF a pris la décision de refuser tout financement provenant de l'Union Européenne et de ses États-membres, en signe de protestation à l'accord UE-Turquie concernant la migration. Cette décision a été renouvelée au sein du mouvement en 2020 par le Comité Exécutif International, dont MSF Luxembourg fait partie.

Dans des situations où une réponse plus rapide signifie souvent plus de vies sauvées, cette indépendance fait toute la différence.

Chaque centime dépensé à MSF est soumis à un système comptable rigoureux, toutes les informations étant enregistrées et partagées avec le siège ainsi qu'avec nos donateurs. Parce que la confiance de nos soutiens nous honore, nous faisons tout pour continuer à la mériter.

RENFORCER LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Adopter une politique de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) constitue un investissement durable avec MSF, qui nous permet d'accomplir notre mission et nous donne la capacité de répondre aux défis auxquels nous serons confrontés à l'avenir. En soutenant MSF Luxembourg, de nombreuses entreprises ont démontré qu'elles sont conscientes de leur RSE et qu'elles défendent certaines valeurs morales. C'est un élément particulièrement important pour le grand public qui est aujourd'hui plus enclin à privilégier une entreprise qui s'engage pour la cause humanitaire.

Ce soutien s'incarne de façons diverses : don financier ou en nature, action en entreprise, promotion d'un projet auprès des salariés, partage d'expertise, etc. Chaque partenariat est conçu et défini conjointement avec l'entreprise en fonction de son activité, de son actualité et de ses attentes.

S'engager au service d'une cause permet également de fédérer les salariés et de créer chez eux un sentiment d'appartenance à l'entreprise. Convaincus par cette démarche, ces derniers peuvent s'impliquer et soutenir MSF. Par ailleurs, impliquer ses employés, ses clients, fournisseurs ou actionnaires permet d'établir des synergies positives au sein et en dehors de l'entreprise, et de créer un écho positif autour de son engagement.

Par exemple, ils peuvent participer en équipe à un maphaton dans le but de cartographier les zones d'intervention des ONG, afin de permettre aux équipes sur le terrain de planifier les besoins logistiques ou d'optimiser la surveillance épidémiologique. Les salariés volontaires peuvent également reverser les centimes d'euros de leur salaire à un projet humanitaire de MSF, tout en bénéficiant d'une déduction fiscale, grâce à l'initiative « payroll giving ». Mais il est aussi possible de devenir bénévole pour partager une expertise avec nous, ou d'organiser un événement ou une collecte au profit

de MSF. En philanthropie, toutes les idées et initiatives sont bienvenues !

NOUS GAGNONS TOUS À ÊTRE SOLIDAIRES

Rejoindre notre cause, c'est être le soutien essentiel au maintien de nos actions. C'est devenir, par la seule force de l'engagement, l'ombre bienveillante de nos médecins, de nos infirmier-es, sages-femmes ou logisticien-nes qui œuvrent chaque jour pour sauver des vies dans des crises toujours plus complexes et périlleuses.

Chaque minute, MSF offre plus de 18 consultations médicales. Parmi elles, nous aurons sans doute sauvé une vie, soulagé une souffrance, rétabli la dignité d'humains comme vous et moi, mais qui n'ont pas la même chance. Pensez au nombre de patients déjà pris en charge sur le seul temps de votre lecture ici-même.

Et si vous n'étiez, vous aussi, plus qu'à une minute de changer les choses ?

Nous serions très heureux de vous compter très prochainement à nos côtés. Pour nos patients, pour nos équipes, et pour une certaine idée d'un monde qu'il devient urgent de défendre.

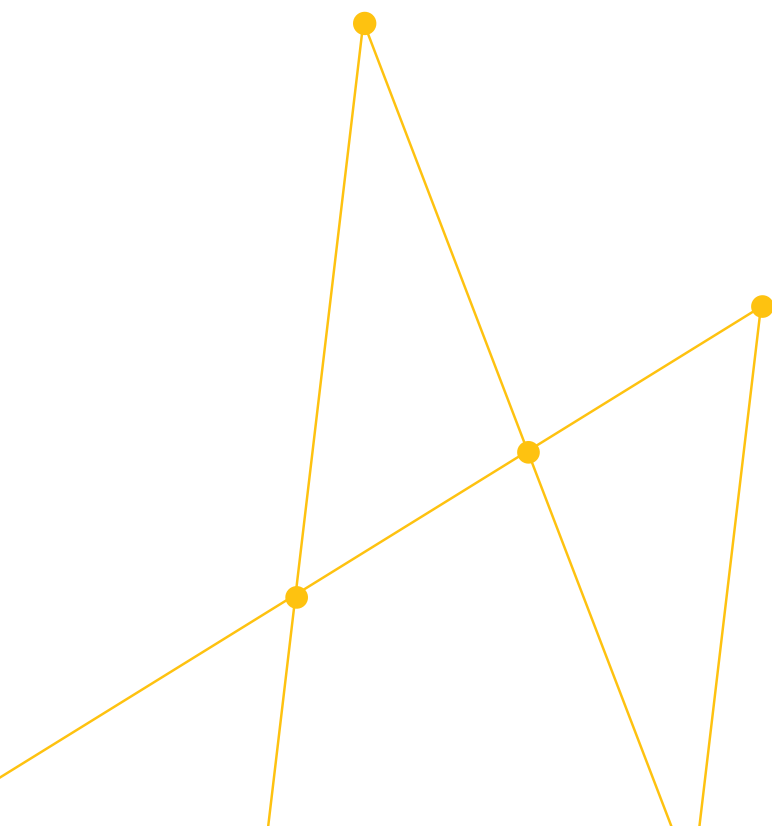
Article :

ROGER MARTINEZ-DOLZ

Directeur général, MSF Luxembourg

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM



Foreign subsidies under European investigation

The number and form of foreign subsidies that have a distortive effect on the internal market seem to be growing and thereby disadvantaging companies that are subject to more rigorous competition and state aid rules in the EU. Moreover, WTO rules on industrial subsidies seem ineffective. For instance, the steel sector observes that the prohibitive evidence and injury requirements needed to initiate an action under the WTO Agreement on Subsidies and Countervailing Measures has made it nearly impossible to act against unfair third country subsidies or state-owned enterprises in recent years¹.

To identify the extent of a potential regulatory gap, the European Commission adopted a White Paper on foreign subsidies in June 2020². Subsequently, in May 2021, the Commission has decided to tackle the problem of distortive foreign subsidies through a legislative proposal³. In this context, it is to welcome that new investigative tools shall allow the European executive to consider whether a foreign subsidy distorts competition on the internal market and, where appropriate, to impose redressive measures and/or accept commitments.

The Commission's proposal defines a foreign subsidy as financial contribution provided by a third country and conferring "*a benefit to an undertaking engaging in an economic activity in the internal market, and which is limited, in law or in fact, to an individual undertaking or industry or to several undertakings or industries*" (article 2 §1). While this definition reminds us of the "state aid" definition under EU rules⁴, a more formal alignment would be welcomed to avoid any confusion regarding the definition of longstanding concepts of EU competition policy. In addition, more guidance could be provided for companies to understand the extent of what "*engaging*" in an economic activity in the EU really means.

Further, the Commission proposes to determine a distortion based on the circumstances where a foreign subsidy improves the competitive position of an undertaking in the internal market, thereby actually or potentially negatively affecting competition within this market. Similarly, the text of the proposal seems very broad and doesn't specify whether existing guidance and ECJ case-law on state aid would apply to define both what is a distortion and what is a subsidy, especially to better include the selectivity criterion of EU state aid rules.

As regards the new investigative tools, the proposal first suggests introducing an ex officio review of subsidies. More specifically, the Commission should be granted the power to open a preliminary and, when needed, an in-depth investigation of any market situation, including smaller concentrations and public procurements, to "*examine information from any source regarding alleged distortive foreign subsidies*" (article 7). According to article 35, the Commission would be able to request ad-hoc notifications of foreign subsidies that could have been awarded over a period of ten years. The application of this ex officio review should be more specified to avoid an open-ended power of investigation and guarantee legal certainty. This is necessary especially as regards timelines and criteria considered to request ad hoc notification as well as scope and factors triggering the review.

Notably, the proposal addresses foreign subsidies granted when acquiring or merging with an undertaking and creates new tools to investigate financial contributions granted by non-EU administrations or authorities.

Concentrations involving a financial contribution by a non-EU government that exceeds €50 million and where the turnover of the EU company involved exceeds €500 million, will have to be notified *ex ante* to the Commission. After a preliminary

¹ EUROFER Position Paper

² WHITE PAPER on levelling the playing field as regards foreign subsidies, 17.06.2020

³ Proposal for a Regulation on foreign subsidies distorting the internal market, 05.05.2021

⁴ Article 107 of the Treaty on the Functioning of the EU

review and, potentially, a more in-depth investigation, the Commission shall decide whether the foreign subsidy causes a distortion and accordingly allow, suspend, prohibit the concentration, or accept commitments. In any case, companies would be required to identify and quantify any foreign subsidy granted in the last three years beforehand to determine whether the transaction is even notifiable. This could impose compliance burdens on businesses, thus considerably discourage foreign investment.

Comparably, *ex ante* notification would be required in the context of bids in public tenders with a contract value that exceeds €250 million. Companies participating in these types of bids would have to declare whether they have or have not received any foreign subsidies in the last three years. In case they have, an identification and notification of all the foreign subsidies, including those obtained by their subcontractors and suppliers would be required. This way, the Commission should be able to investigate whether there could be an unfair distortive effect and suspend the award of a public contract to a potentially subsidised bidder. Later, it would decide

whether to prohibit the award of the contract to the company concerned or accept commitments. The administrative burden that comes with this procedure shall not be underestimated. Indeed, even European SMEs would fall within the scope of mandatory notification because they often participate in larger tenders through the subdivision of the tender into several lots.

Finally, the new tools will certainly help the Commission investigate foreign subsidies and allow the EU to act where there is distort competition on the internal market. However, the proposal as it stands could unintentionally lead to an overly broad notification constraint and create disproportionate compliance burdens on companies, who are already potentially subject to EU merger and state aid rules or foreign direct investment screening. Therefore, the impact of the provisions taken together should be further studied, reassessed, and refined accordingly to avoid creating of a bureaucratic monster rather than responding to existing problems.

ANGELA LO MAURO

Adviser European Affairs FEDIL

angela.lomauro@fedil.lu



L'attitude de l'employeur face à la cessation de plein droit du contrat de travail

Amenée à conseiller ses membres sur des sujets relatifs au droit du travail et au droit social, l'équipe juridique de la FEDIL est parfois confrontée à des questions en lien avec la fin de la relation de travail. Une question qui revient souvent est de savoir comment l'employeur doit s'y prendre lorsque la Caisse Nationale de Santé (CNS) annonce à ce dernier l'épuisement des droits à l'indemnité pécuniaire de maladie d'un salarié.

Le Code du travail prévoit en son article L. 125-4. que : « Le contrat de travail cesse de plein droit : [...] le jour de l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie lui accordée conformément à l'article 9, alinéa 1 du Code des assurances sociales; [...] ». Ainsi, la cessation du contrat de travail s'opère de plein droit, c'est-à-dire sans nécessité d'intervention de l'employeur dès lors que l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie s'est avéré.

Dans la pratique, les employeurs adressent un courrier au salarié concerné afin de l'informer de la cessation de plein droit de son contrat de travail. Il faut cependant faire attention à ce qui est indiqué dans ce courrier afin d'éviter que ce dernier n'ait la portée d'une lettre de licenciement adressée au salarié.

Dans une récente affaire¹, l'employeur informé par la CNS de l'épuisement des droits à l'indemnité pécuniaire de maladie de sa salariée a adressé, en date du 30 novembre 2018, à cette dernière, un courrier ayant la teneur suivante : « Par courrier daté du 13 novembre 2018, la CNS nous a informés de l'épuisement de vos droits à l'indemnité pécuniaire de maladie, [...] avec effet au 3 décembre 2018. Dans ces conditions, nous constatons que, par application de l'article L. 125-4. (2) du Code du travail, votre contrat de travail cesse de plein droit le 3 décembre 2018. Aussi, nous vous informons que votre contrat de travail envers notre société prendra fin de plein droit le 3 décembre 2018. »

À la réception de ce courrier, la salariée a introduit une action en justice pour licenciement abusif et réclamé des indemnités de préavis et de départ et des dommages et intérêts. Cependant, le Tribunal du travail a déclaré cette demande non fondée. La salariée s'est alors pourvue en appel afin d'obtenir gain de cause.

Néanmoins, la Cour d'appel a jugé que : « En agissant de la sorte, l'employeur s'est limité à transmettre fidèlement une information reçue de la part de la CNS et à en tirer, à juste titre, la conclusion que le contrat de travail prendra fin à la date d'expiration des droits de sa salariée à l'indemnité pécuniaire de maladie [...]. C'est également avec raison que l'employeur a retenu la date du 3 décembre 2018, étant donné que celle-ci avait été indiquée dans le courrier de la CNS [...]. Si l'employeur est, de toute évidence, en mesure de comptabiliser les absences de ses salariés, il n'est en revanche pas en mesure d'avoir une connaissance complète et certaine des incapacités de travail retenues par la CNS et des dates couvertes par les indemnités pécuniaires de maladie allouées par celle-ci. Surtout, il appartient à la CNS et non à l'employeur de déterminer la date de l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie. »

La Cour d'appel conclut donc que : « En se bornant à constater, en référence au courrier de la CNS du 13 novembre 2018, que le contrat de travail cessait de plein droit le 3 décembre 2018, l'employeur n'a pas procédé à la résiliation du contrat de travail, autrement dit, au licenciement de la salariée. » Le jugement de première instance a dès lors été confirmé.

Il s'agit d'une affaire qui se termine bien pour cet employeur qui n'a fait que constater la cessation de plein droit du contrat de travail et ce en référence du courrier de la CNS. Tel n'est pas toujours le cas et c'est la raison pour laquelle eu égard aux interrogations de ses membres sur la question, la FEDIL a rédigé un modèle publié sur son site internet de lettre d'information du salarié de la cessation de plein droit de son contrat de travail. La FEDIL invite donc les membres confrontés à cette problématique d'en faire usage à l'avenir et d'envoyer la lettre après la date de fin de droits indiquée dans le courrier de la CNS.

ELLA GREDE

Conseillère affaires juridiques
auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu



¹ Cour d'appel, 06.05.2021, n° CAL-2020-00370 du rôle

C'est avec tristesse et émotion que les membres du Conseil d'administration et la Direction de la FEDIL ont appris le décès de

Camille Diederich (10.07.1924 – 28.11.2021)



En tant que membre de notre Conseil d'administration entre 1964 et 1996, Camille Diederich était pleinement dévoué à la cause de la FEDIL et a grandement contribué, pendant plus de trente ans, au développement de l'association et, à travers elle, à l'image de l'industrie au Luxembourg. Tous ceux qui l'ont côtoyé, garderont de lui un souvenir inaltérable.

Ingénieur en génie civil de l'école polytechnique fédérale de Zurich et dirigeant du groupe de construction CDCL, Camille Diederich était également co-fondateur et président honoraire du Groupement des Entrepreneurs et des Travaux Publics. Par ailleurs, il était pendant de nombreuses années un membre estimé du Conseil d'administration de Recyma – Recyclage de matériaux inertes.

Avec le décès de Camille Diederich, le secteur de la construction au Luxembourg et l'industrie en général perdent une figure emblématique, un homme engagé et un personnage jovial. La FEDIL et ses associations affiliées présentent leurs plus sincères condoléances à la famille et aux proches de Camille Diederich.

Publications de la FEDIL



Rapport d'enquête : « Bilan social de la crise sanitaire liée au Covid-19 »



Guide sur le télétravail à destination des employeurs



Artificial Intelligence Act



Paramètres sociaux applicables à partir du 1^{er} octobre 2021

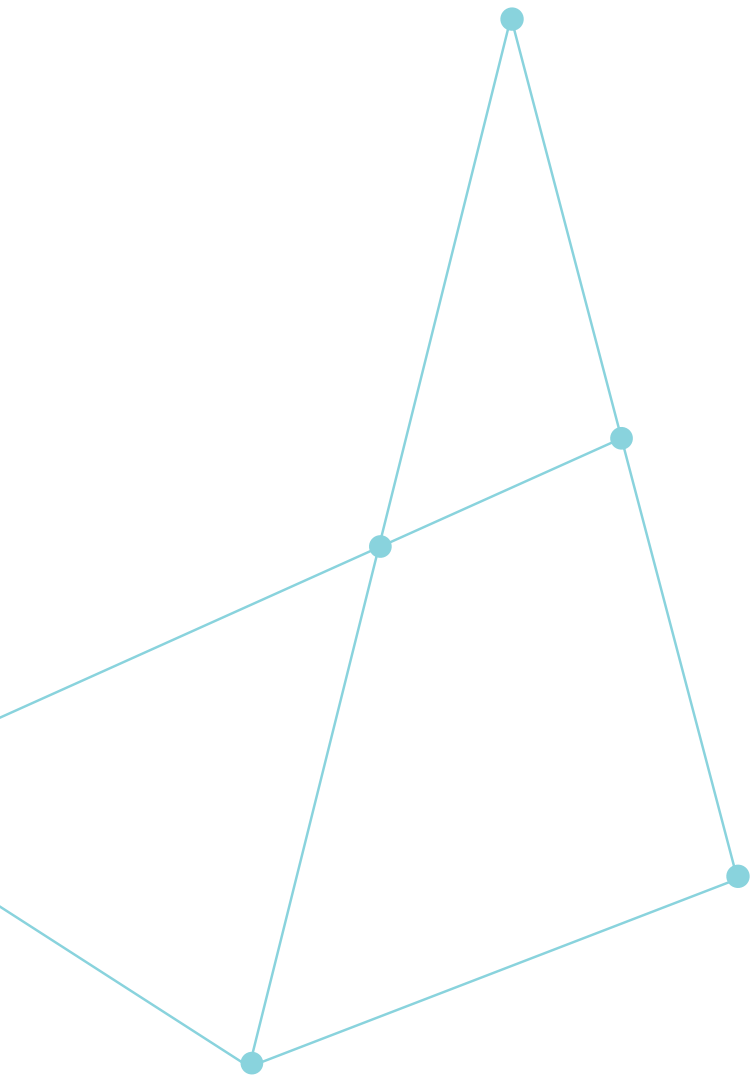


Les avantages en nature octroyés aux salariés au Luxembourg

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE
SUR www.fedil.lu/newsfeed**



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
josette.conzemius@ic.lu
(+352) 48 00 22 – 510

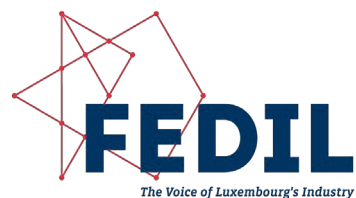
Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Cl. ff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2021 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.



CHRISTMAS WISHLIST

2021





**Soutenir ceux qui font l'économie,
de près comme de loin.**